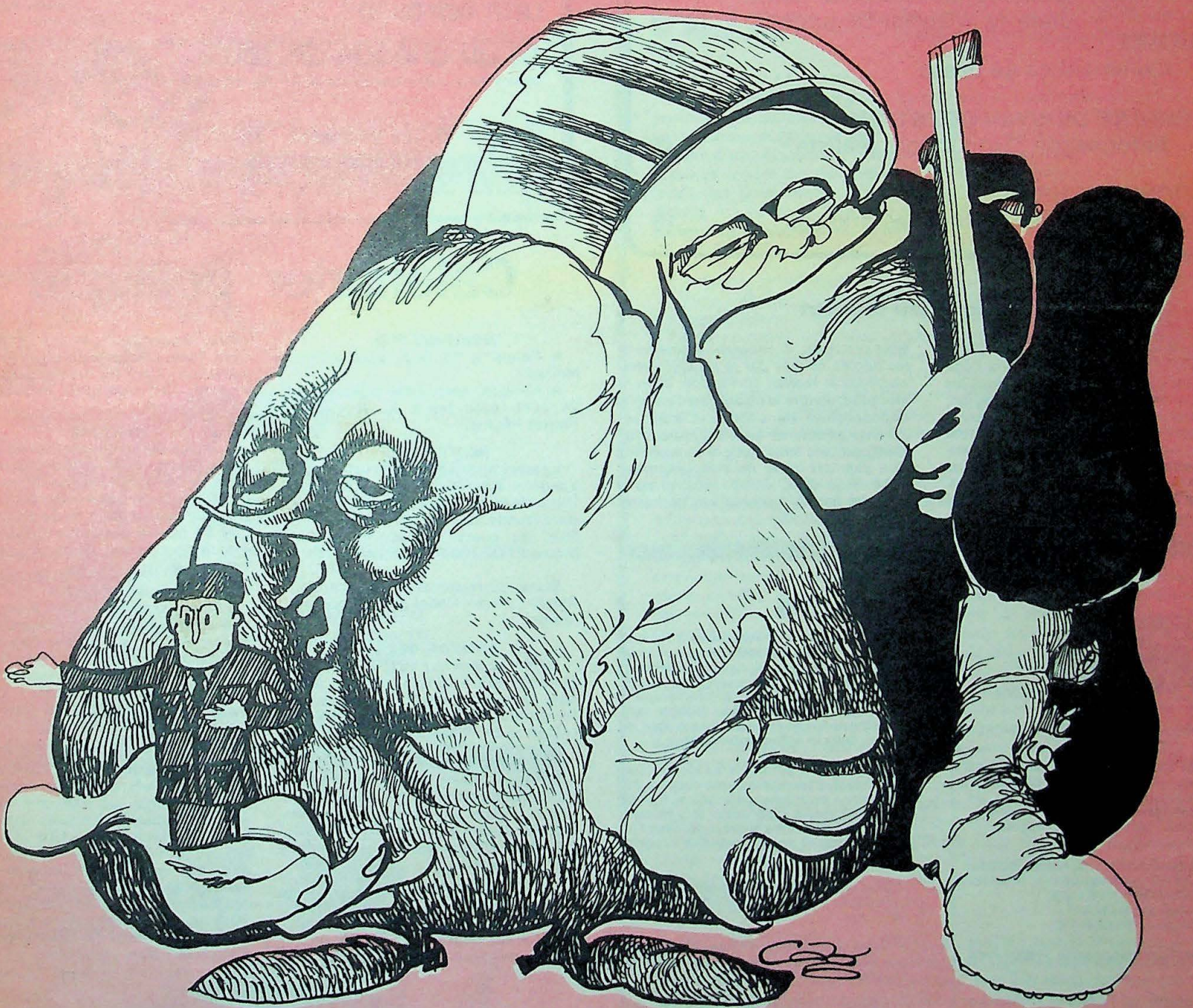


Hebdomadaire du parti socialiste unifié.
n° 698 du 18 au 28 avril 1976 - 3 F 50

LE PSU ET
LES MUNICIPALES



Tribune socialiste



**SYSTEME DE SECURITE OU
SECURITE DU SYSTEME ?**

Sommaire

POLITIQUE	
Requiem pour les fossoyeurs	4
SOCIAL	
D.P.N., à l'image de LIP	5
Hôpital de Thuir :	
Contre la privatisation	6
Métallurgie : Nouvelles classifications et déqualification.	
Bretagne : Une lutte oubliée	7
SOCIETE	
Sécurité : Ces libertés qu'on assassine	8-9
ETUDIANTS	
Vers un syndicat anticapitaliste	10
INTERNATIONAL	
Chine : Cette obscure clarté	11
R.F.A. : L'Ordre-Social-Démocrate ...	12-13
K. BLUM, ou l'honneur perdu dans la « Social-Démocratie »	12-13
ARMEE	
Comment ça se passe	14
TRIBUNE DE L'AUTOGESTION	
Autogestion : Une utopie réaliste	15
ARCHITECTURE	
Mars 76 : Des architectes-artisans	16

La mort d'un militant

Notre camarade Alexandre LEGRAND de RODILHAN, vient de mourir à l'âge de 64 ans. Sa vie a été celle de tous les Paysans travailleurs de notre région, essentiellement consacrée au travail. Adhérent de notre parti dès sa fondation, il avait dû, depuis plusieurs années, ralentir ses activités pour raisons de santé, mais il maintenait le contact. Son soutien, celui d'un ancien, nous

était précieux. Il analysait lucidement les dégâts causés par la politique des notables et mettait son espoir dans la jeunesse, malgré la déception devant la dépolitisation de celle-ci. C'était un homme affable et bon, toujours souriant pour ses amis, malgré sa maladie. Son exemple reste un encouragement pour nous tous. Nous renouvelons à toute sa famille l'expression de notre sympathie.

femmes

Les 10 et 11 avril, s'est tenue à Paris la première réunion des déléguées des mouvements autonomes européens de femmes, de Suisse, Suède, Danemark, Allemagne, Luxembourg, Italie, France pour préparer une rencontre européenne en octobre 1976 sur le thème « Les femmes dans la lutte de classe, dans la lutte révolutionnaire ».

Celle-ci pourra permettre, au sein du courant lutte des femmes lutte de classes, une clarification et un échange politique, à partir de nos différentes expériences et le dégagement d'initiatives communes, notamment en ce qui concerne le chômage et le licenciement des femmes.

Dans le contexte de la crise généralisée du capitalisme, il nous semble urgent de définir :

— le lien du mouvement autonome des femmes avec le mouvement révolutionnaire des travailleurs,

— l'apport spécifique du mouvement des femmes à la lutte révolutionnaire et à la société socialiste que nous envisageons,

— quelle solidarité à la lutte des femmes (Espagne, Italie, Portugal, etc.)

Nous appelons les mouvements des femmes autonomes intéressés par cette initiative à nous contacter en écrivant S. Richard 44, rue des Prairies, 75020 Paris, en téléphonant PYR 01 02.

Le 11 avril 1976
Comité européen de préparation
de la rencontre ■

des sous des sous...

Nom :
Adresse :
Somme versée :
à l'ordre du PSU « Soutien TS » CCP - Paris
1402044

Tous ensemble nous ferons un nouveau
journal !!!

● et abonnez-vous à TS...

Un nom

une adresse :

et un chèque de 100 F

(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F).

TS 9, rue Borromée - 75015
CCP PARIS 5.826.65



Calendrier politique

MEETINGS PSU

A Reims le 23 avril, avec Michel Mousel.

A Alençon, assemblée régionale le 24 avril, avec Hervé le Toquin et Pierrot Régnier.

RECTIFICATIF

Le meeting annoncé pour le 24 avril à Vendôme avec Michel Mousel a en fait lieu à Blois, avenue de Vendôme, salle de la Samda. Ce sera une fête, de 15 h à 24 h, au cours de laquelle Michel Mousel fera une intervention.

Stand de restauration ; animation : Imago, Annie Nobel et Philippe Richeux.

REUNION-DEBAT

La 6e section du PSU organise le jeudi 22 avril à 20 h, 44, rue de Rennes, Paris-6e ; une réunion-débat sur l'Argentine, le Brésil et le Chili avec présence de militants de ces pays.

MEETING BRÉSIL

Mercredi 28 avril à la Mutualité à Paris, meeting contre l'impérialisme français et la visite en France du dictateur brésilien Geisel, à l'appel de LCR, PSU, OC - GOP, OCR et des comités de soutien brésiliens.

ANTI-OUTSPAN

Pour soutenir les luttes de libération des peuples sud-africains et namibiens, la campagne anti-Outspan organise un congrès les 24 et 25 avril, au

cinéma André Bazin, 45, rue de la Glacière, Paris 13e. Inscriptions et renseignements : CAO 46, rue de Vaugirard, Paris 6e — tél. : 336 11 69. Prix de l'inscription : 10 F.

CULTURE

Jacques Bertin donnera un nouveau récital à partir du 27 avril et jusqu'au 15 mai à la Cour des Miracles, 23, avenue du Maine, Paris 14e — tél. : 548 85 60. Prix des places : 20 F. Tous les soirs à 20 h 30, sauf le dimanche. Cette information ne sera pas matraquée par les radios... qu'on se le dise.


NON-VIOLENCE

Le mouvement pour une alternative non violente de Montargis organise des soirées-débats au centre Renée de France, quartier du Bel Air, près du Château à Montargis ; le vendredi 23 avril à 20 h 45, sur le thème « la non violence et les luttes syndicales ». Le jeudi 29 avril à 20 h 45 : « Non violence et politique »

NUCLEAIRE

Le comité information nucléaire Es-sonne organise un colloque sur le thème « nucléaire : impasse énergétique ? » le vendredi 23 avril à 20 h 30 à Massy avec Ph. Roqueplo, ancien ingénieur EDF et Y. Lenoir, ingénieur au centre automatique de l'Ecole des Mines de Paris, à la salle municipale, annexe de la mairie (ancien hôtel des pompiers), avenue de la Division Lecercler à Massy.

Mercredi 28 avril
à 19 h 40 sur FR 3 :
Tribune libre du PSU



**HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE**

Direction politique : Alain TLEMCEN

Ont collaboré à ce numéro : D. Adrien, J.P. - Cagnat - M. Camouis A. Chataignier - M. Desmoulins - M. Etienne - M. Lay - V. Leduc - S. Leylan - M. Linsk - M. Mousel - M. Najman.

Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Cadet Photocomposition - 75009 Paris

Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA

Maquette : Chantal LENDER

Secrétariat - Documentation : Marie Françoise CHAILLEUX
Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.
Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

motion majoritaire

Le PSU vient d'adopter les premiers éléments d'une charte municipale qui exprime ses propositions pour organiser, sur le terrain des institutions communales, l'offensive contre la bourgeoisie en s'appuyant sur le mouvement populaire.

La Direction politique nationale (DPN) rappelle l'importance que le PSU attache à un combat dans l'unité des forces populaires contre la politique de la bourgeoisie. Cette unité doit être recherchée aussi bien dans les luttes sociales que dans les compétitions électorales.

Les élections municipales de 1977 constituent une étape importante dans la lutte contre le pouvoir. Elles doivent être l'occasion d'infliger une nouvelle défaite à l'ex-majorité présidentielle et de préparer sur des positions de force une réelle victoire politique des travailleurs.

C'est pourquoi le PSU considère que, dès le premier tour des élections municipales, doivent se constituer des listes communes pour faire échec aux candidats du pouvoir et développer l'action de masse contre sa politique.

En s'appuyant sur son projet de charte, le PSU s'adressera aux partis signataires du Programme commun, ainsi qu'aux organisations populaires qui ont adopté une orientation autogestionnaire et qui entendent concourir à la réalisation de l'unité populaire. La DPN mandate le Bureau national du PSU pour engager des discussions. Elle demande aux fédérations et sections de prendre localement des contacts dans le même sens.

Sur la base des résultats de ces discussions et de ces contacts, un conseil national fixera sa position définitive quant aux alliances et complètera la charte municipale du PSU.

Motion majoritaire adoptée par 78 % des voix.

la semaine
prochaine
pas de TS...

mais !

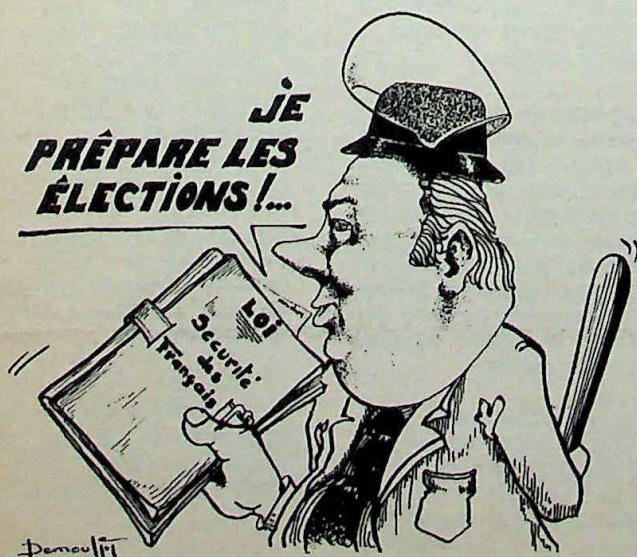
le 29 avril (la veille du 1^{er} Mai)
la nouvelle formule

avec un dossier de 16 pages « spécial Front populaire »
des témoignages de :

Y. CRAIPEAU
V. FAY
R. FILLIATRE
D. GUERIN

M. JACQUIER
J. MAC-GINTY
W. SOLANO

Passez vos commandes !!!



EDITORIAL

LA RESPONSABILITE DES REVOLUTIONNAIRES

La Direction politique nationale du PSU a examiné, entre autres problèmes, les questions posées par les élections municipales du printemps prochain. Il lui est apparu que, dans la montée des luttes sociales et face au durcissement d'un pouvoir qui va chercher à surmonter son désarroi par une accentuation de la répression dans tous les domaines, ces élections vont constituer une étape très importante de la bataille politique.

Comment aborder cette étape ? La grande majorité de la DPN (78 %) a estimé que, dès le premier tour des municipales, devaient se constituer des listes communes entre représentants des partis de gauche et des forces autogestionnaires. Elle a donné mandat au Bureau national pour prendre des contacts à cet effet, tandis que ses fédérations et ses sections engageront le même type de démarche.

Nos militants n'iront pas à ces discussions éventuelles sans propositions qui leur soient propres. Ils s'appuieront sur un avant-projet de charte municipale adopté par la DPN et qui prévoit le développement d'une démocratie communale liée au mouvement populaire, le renforcement des moyens de défense des travailleurs au niveau local, des propositions d'organisation collective de la vie quotidienne. La position définitive du PSU sera fixée par un conseil national qui se tiendra en septembre.

Là-dessus, grand branle-bas dans une partie de l'extrême gauche. « Virage à droite », dit *Libération*, « Les charmes discrets du Programme commun », écrit Alain Krivine. En réalité, la décision de la DPN ne constitue nullement un tournant dans la politique du PSU. Elle est simplement une application de la stratégie d'Unité populaire adoptée au congrès d'Amiens. Cette stratégie implique des propositions unitaires aux organisations traditionnelles de la classe ouvrière, sur des objectifs de contrôle et d'action anticapitaliste. Tel est précisément le contenu de notre projet de charte municipale.

Il est un autre aspect dans notre décision, c'est celui qu'évoquait Michel Mousel dans une interview à *Rouge* : « Le problème n'est pas, à l'occasion des élections municipales, de permettre à l'ensemble des forces d'extrême gauche de mesurer leur force électorale. L'enjeu est, au contraire, de créer le maximum de points d'appui à l'initiative et au mouvement populaire avant les législatives de 1978. » Si l'on se place, en effet, dans la perspective de l'affrontement qui se produirait en 1978, après une victoire électorale de la gauche, entre les forces populaires et celles de la bourgeoisie, les communes doivent pouvoir constituer des positions de force pour la lutte des travailleurs. Être dès maintenant présents dans cette bataille, y jouer un rôle unitaire pour être à même de créer un mouvement populaire au niveau des communes, tel est le problème posé aux forces révolutionnaires et autogestionnaires. On peut évidemment l'éviter en se réfugiant dans le prophétisme, en brandissant l'unité des révolutionnaires, comme une formule magique apportant réponse à toutes les situations, ainsi que le fait Alain Krivine pour qui elle est « la seule réponse face à la crise et aux solutions réformistes ». L'unité des forces révolutionnaires doit, pour être efficace, aller bien au-delà des groupes qui se parent aujourd'hui de cette étiquette. Elle doit se fonder sur des bases claires et dans un lien réel avec le mouvement des masses. C'est l'objectif que nous poursuivons en menant notre combat pour l'unité populaire.

Vis-à-vis de l'exigence unitaire des masses dans l'affrontement qui se prépare — qui a déjà lieu — l'intervention des révolutionnaires n'aura de portée que si, tout en gardant leur autonomie stratégique et conscients de leur responsabilité, ils s'inscrivent dans un bloc social et politique le plus uni possible face à l'ennemi commun.

C'est dans cette perspective que la DPN du PSU s'est située en élaborant ses propositions à propos de la bataille électorale des municipales.

Victor LEDUC

motion minoritaire

Les mois et les années qui viennent ouvrent une chance historique pour le socialisme en France. De Fougères à Lip et à l'Occitanie viticole, les travailleurs s'engagent dans la lutte contre la politique de restructuration capitaliste et de chômage. Ils savent que la gauche peut gouverner. Ils espèrent que ce changement de gouvernement ne constituera pas seulement un changement d'équipe, mais un changement de société.

Dans cette perspective, les élections municipales revêtent une grande importance. C'est dans cette perspective qu'il faut les préparer.

A cette occasion, il appartient au PSU de faire apparaître clairement et distinctement sa stratégie de lutte pour le pouvoir, pour l'autogestion socialiste. Celle-ci ne peut se confondre avec celle de l'union de la gauche qui tient à occuper le pouvoir dans le respect des institutions bourgeoises, sans mobilisation extraparlamentaire des travailleurs. Or, sans cette mobilisation des travailleurs, aucune victoire n'est durable, sinon possible.

S'appuyer sur cette mobilisation vivante des travailleurs, la développer, l'animer, aider à la généraliser, et l'orienter à un moment donné vers la conquête du pouvoir total, là est le rôle du PSU. La campagne pour les élections municipales ne peut être séparée de cet objectif.

Tout compromis qui ferait du PSU le satellite des partis de l'union de la gauche aurait pour conséquence de le réduire à l'impuissance.

Aux élections municipales, les travailleurs chasseront des mairies les représentants du patronat, des promoteurs et du pouvoir bourgeois.

Pour les représentants des forces autogestionnaires, les municipalités doivent devenir un centre de défense et d'organisation des travailleurs. Il faut combattre les obligations et les contrôles qui les réduisent au rôle de rouages de l'Etat bourgeois. La municipalité doit être transformée en une libre collectivité des travailleurs. Cette

liberté suppose la disposition indispensable des finances et des sols. La chartre municipale du PSU précisera l'application de cette orientation pour les prochaines élections et dans l'éventualité d'union de la gauche.

Le PSU appelle, pour la bataille municipale, l'ensemble des forces qui mènent une lutte autogestionnaire : minorités nationales, mouvements écologistes, mouvement de lutte des femmes, organisations de jeunesse, syndicalistes, Paysans-travailleurs, organisations révolutionnaires, etc. Dès maintenant, il leur propose de s'organiser dans des comités locaux, départementaux et nationaux, pour s'affirmer et présenter des listes **d'unité populaire pour l'autogestion socialiste** dans le plus grand nombre de communes.

Le PSU souhaite que l'unité se fasse contre la bourgeoisie. Il proposera au second tour la fusion à la proportionnelle des listes d'unité populaire pour l'autogestion socialiste avec celles de l'union de la gauche.

Dans les villes de plus de 30 000 habitants, la loi électorale impose des listes bloquées. Le PSU engagera le débat avec le PS et le PCF pour explorer toutes les possibilités de listes communes avec le courant autogestionnaire, respectant la liberté d'expression des uns et des autres.

En tout état de cause, le courant autogestionnaire s'exprimera au cours des élections municipales et travaillera dans l'unité à la défaite de la bourgeoisie. Pour que la présentation de listes d'Unité populaire pour l'autogestion socialiste provoque une dynamique réelle, il faut accélérer le regroupement des forces autogestionnaires, aider à la convergence des luttes des travailleurs salariés et des travailleurs de la terre, et prendre des initiatives centrales sans exclusive en direction des mouvements qui se battent sur l'axe du contrôle ouvrier et populaire.

Seul un conseil national est habilité à prendre une décision d'orientation.

Motion minoritaire votée par 20 % des voix ■

LIP

Requiem pour les fossoyeurs

Il y a des moments où on se demande ce qu'il faut préférer dans le comportement de la gauche à l'égard de Lip : ses silences ou ce qu'elle dit. En dehors des perfidies régulières de l'Humanité, nous avons eu droit, cette semaine, à des sons de cloche qui ressemblent au glas. Pour Bernard Guetta, du **Nouvel Observateur**, « Lip le symbole, Lip l'espoir, c'est fini ». Et un certain J.P. Bachy, délégué national du PS au travail et à l'emploi, voit dans la nouvelle affaire Lip « **Les illusions perdues** ».

Passons sur le caractère « messmerdeux » de cette inspiration. Et sur la contribution qu'elle apporte à la combativité des travailleurs de Lip : ce n'est sans doute pas de ce côté-là qu'il faut l'attendre. Mais Bachy a, lui, la réponse au problème : « **La vraie bataille est celle de la victoire politique de la gauche unie. C'est, en vérité, la seule qui soit réellement mobilisatrice et réaliste aujourd'hui.** »

En d'autres termes, « comprenez bien, camarades de Besan-

çon : il urge d'attendre 1978. Un peu de patience, que diable ! » Qu'on me permette de suggérer que ce Bachy aille dans quelques jours tenir un meeting à Palente, histoire de voir si ça marche. Peut-être comprendrait-il alors qu'il s'est trompé de corbillard, que ce n'est pas au cortège funèbre d'une collectivité de travailleurs qu'il a emboîté le pas, mais à celui d'une certaine politique : celle qui croit qu'on va gagner — vraiment gagner, pas simplement emporter la majorité des sièges au Parlement — en tenant ce genre de discours aux travailleurs.

Car si la gauche peut être majoritaire, ce n'est quand même pas le fruit d'un hasard sociologique. C'est le résultat du mécontentement populaire, des revendications insatisfaites, de l'aspiration à un profond changement. Faut-il mettre tout cela au frigidaire pendant deux ans, ou au contraire le faire fructifier pour renforcer la dynamique populaire ?

Si c'est bien ce dernier choix qui prépare le mieux l'avenir, alors cela signifie qu'il appartient à tous, travailleurs et leurs organisations syndicales, de chercher les réponses politiques sur tous les terrains qui à la fois, donnent un objectif aux luttes, et préparent les lendemains de cette période électorale dans laquelle nous sommes entrés.

C'est bien pourquoi la question de la nationalisation sous contrôle ouvrier dans le cadre d'un plan public de re-développement de la région doit être posée dès maintenant,

comme l'a fait la DPN. Non sans savoir que les travailleurs de Lip se posent aussi cette question. A l'appui de cet objectif, on peut citer deux arguments-clés :

1) Contrairement à ce qu'on dit — et curieusement à droite notamment — il ne s'agissait pas d'une « nationalisation des pertes ». Par ses atouts humains, scientifiques et technologiques dont on ne lui a pas laissé le temps de donner la preuve, Lip peut constituer l'entreprise pilote qui restituera aux travailleurs de Franche-Comté des emplois et des qualifications. Comment dès lors refuser de dire, sur un cas concret, ce qui serait une politique industrielle conforme aux intérêts et aux désirs des travailleurs ?

2) Le critère de choix des nationalisations, ce n'est pas seulement la taille ni la place des entreprises, c'est aussi l'initiative des travailleurs. Même pour le Programme commun. Alors pourquoi faudrait-il attendre 1978 pour que cette initiative se manifeste et qu'on y réponde ? Ce débat doit être ouvert maintenant dans l'ensemble du mouvement ouvrier. De la réponse qu'on lui apportera dépend le fait que les travailleurs de Lip et d'ailleurs ressentent l'alternative politique possible autrement que comme une abstraction.

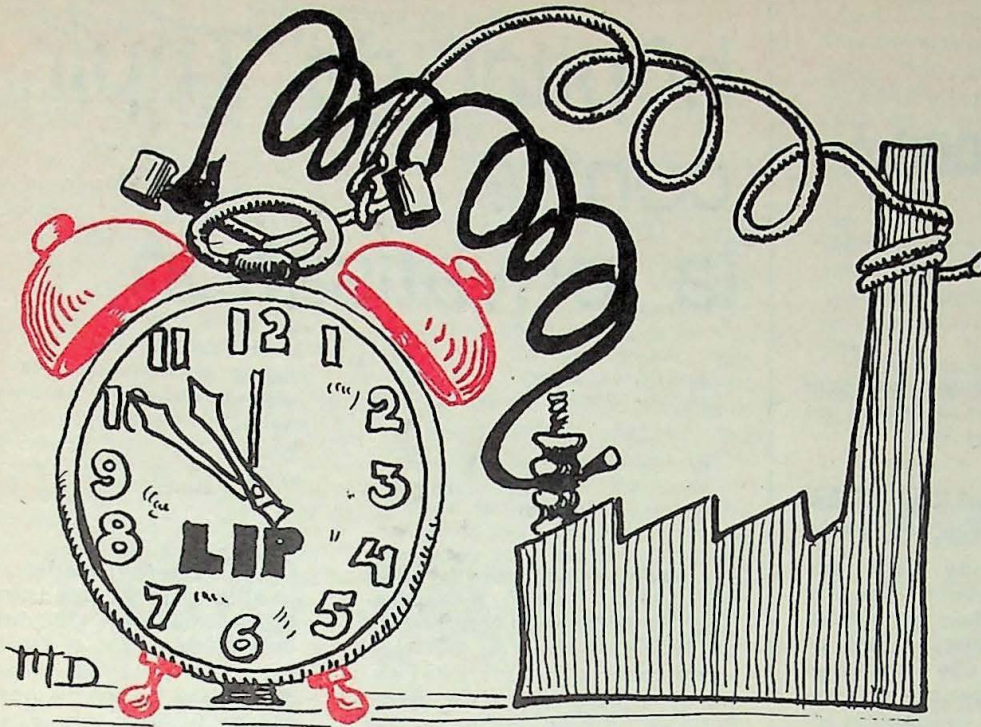
Face aux liquidateurs en tout genre, prêts à dépecer les actifs économiques de Lip comme ses acquis politiques, nous répondons : initiative populaire !

Michel MOUSEL ■



contrer le sabotage

LA DPN ET LES LUTTES OUVRIERES



A L'IMAGE DE LIP

L'offensive ouvrière se développe largement en France. Dans le même temps, le pouvoir et le patronat entendent liquider Lip. Ces deux événements ont été analysés à la dernière DPN du PSU qui a rédigé la résolution suivante.

La nouvelle tentative de liquidation de Lip s'inscrit dans le cadre de l'offensive généralisée de la bourgeoisie contre les travailleurs, leur niveau de vie, leurs droits et avantages acquis. Cette volonté se trouve, en permanence, alimentée par l'aggravation de la crise générale du capitalisme, la restructuration de branches industrielles entières en fonction de l'évolution technique et technologique, la concentration des entreprises au gré des intérêts des entreprises multinationales et des réalités du marché mondial. Cette offensive n'est pas spécifique à l'industrie horlogère, puisque presse et imprimerie, chaussures, textiles, sidérurgie, machine-outil, aéronautique, informatique, etc., sont directement concernés ou menacés.

Elle ne concerne pas seulement les petites entreprises (comme Réhault à Fougères) ou celles que le CNPF dénomme les « canards boiteux », mais également les très grandes (Rhône-Poulenc, Boussac, CII...). Enfin, cette offensive se double d'une volonté répressive non dépourvue de calculs politiques, et d'une attitude cassante du patronat dans les conflits récents ou en cours (Peugeot, Citroën, Renault par exemple). La légère reprise conjoncturelle de l'économie ne s'accompagne pas de concessions aux travailleurs, mais, au contraire, accentue les traits sauvages du capitalisme.

La menace de liquidation de Lip aujourd'hui, c'est aussi une tentative de règlement de compte avec les travailleurs de cette entreprise après leur succès de 1973, et avec les apports de leur lutte, qui ont largement inspiré les travailleurs. En prétendant liquider ce bastion, il s'agit pour le pouvoir et le patronat de détruire toute velléité de lutte autogestionnaire qui s'est traduite, chez Lip, par la prise en charge de leur lutte par tous les travailleurs selon des formes démocratiques nouvelles, par le mot d'ordre « on produit, on vend, on se paye ».

Cependant, l'attaque contre Lip, si elle réussissait, entraînerait la précipitation d'une crise dans l'ensemble de l'horlogerie : à la fois parce que Lip représente l'entreprise la plus combative du secteur, et parce que sa disparition priverait la région et la branche d'une des rares entreprises qui ait préservé son autonomie, et qui dispose d'une technologie et d'un secteur de recherche très avancés. Ce qu'on nomme pompeusement le programme

gouvernemental d'aide à l'industrie horlogère montre que les choix du pouvoir et du patronat vont dans le sens de la disparition du travail qualifié et de la dépendance totale de la branche à l'égard des trusts internationaux. De plus, les fonds consacrés à l'accroissement de la productivité, ainsi que l'acceptation d'une suprématie de la montre à quartz, vont accélérer la réduction de l'emploi et la déqualification de plusieurs milliers d'ouvriers. Pour le PSU, il ne s'agit pas de choisir entre les petits patrons rétrogrades et le patronat moderniste. Nous avons choisi le camp des travailleurs.

A une offensive généralisée du pouvoir, il faut plus que jamais opposer une coordination des luttes sur l'emploi, tant au niveau d'une branche que d'une région, mais aussi dans l'ensemble des entreprises actuellement en lutte ou menacées, du **Parisien Libéré** à Lip, en passant par Réhault, Caron-Ozanne, Chaix, Rhône-Poulenc, etc. La lutte au coup par coup favorise l'isolement et, souvent, la liquidation et la défaite des travailleurs.

La volonté d'une lutte d'ensemble des travailleurs implique une autre stratégie, une autre perspective qu'un plan de subventions ou de sauvegarde des petits patrons, ou bien d'assistance sociale de la part des municipalités ouvrières aux déshérités privés d'emploi. Il ne s'agit pas de négliger ces actions multiformes, mais il faut prioritairement assurer une liaison étroite entre travailleurs en lutte pour l'emploi, comités de chômeurs et l'ensemble de la classe ouvrière, au sein de laquelle se généralisent l'insécurité et la déqualification, et dont le sentiment prédominant est que ce qui arrive à d'autres se prépare pour eux-mêmes. Cette stratégie et cette volonté ne peuvent se satisfaire d'une réponse reportée à deux ans, lors des élections législatives de 1978, mais elle s'appuie dès maintenant sur un projet socialiste qui pose le problème du pouvoir.

La DPN du PSU appelle en conséquence toutes les forces du mouvement ouvrier à exiger la nationalisation de Lip sous contrôle ouvrier, condition nécessaire pour empêcher tout licenciement, pour faire face à la mutation technologique de l'industrie horlogère, pour préparer la reconversion industrielle de la région. Elle réaffirme le soutien total du PSU à la lutte des travailleurs de Lip.

social en bref...

● Beghin : de six à cinq

Depuis le 8 mars, les 2 500 travailleurs de Béghin à Corbehem (papier carton de sucre) sont en grève avec occupation. Le patronat, par l'intermédiaire de la **Voix du Nord**, a voulu dénigrer les revendications des travailleurs et publier de faux salaires. En fait, c'est l'emploi, les conditions de travail, le pouvoir d'achat qui sont attaqués comme partout. La direction veut licencier 51 travailleurs, supprimer toute embauche et cent postes de travail, diminuer les horaires avec réduction de salaire contrairement aux accords signés, Béghin a fait intervenir la « justice » contre 19 travailleurs choisis arbitrairement alors que, comme leurs 2 500 camarades, ils défendent leur outil de travail. L'usine a été « neutralisée », le 10 avril, pour permettre des négociations. Mais un piquet de grève a été maintenu car la direction n'est décidée à céder que sur des points mineurs.

● Olida : viens voir Stoléru !

Tout ne va pas si bien dans le secteur alimentaire ! Beaucoup d'entreprises réduisent leur activité : licenciement, chômage partiel, réduction d'horaires.

Ainsi, à l'usine Olida de Levallois, après huit semaines de réduction d'horaires, à l'appel des organisations syndicales, CFDT et CGT, le personnel a cessé le travail pour un retour progressif aux 40 heures sans diminution de salaires.

M. Stoléru est invité à venir voir de près les conditions de travail dans certaines usines de l'industrie alimentaire.

● INSEE : lutte pour la titularisation

A l'INSEE, les opérateurs et les pupitreurs, qui gagnent environ 1 800 F par mois et ne sont que vacataires, sont en lutte depuis plusieurs semaines pour obtenir leur titularisation. Répartis dans les centres informatiques de l'INSEE, (Paris, Lille, Nantes, Aix...), ils bloquent par leur action l'indice de la production industrielle, l'indice des prix, les comptes de la nation, le projet d'immatriculation des sociétés. Plusieurs centaines de personnes de l'INSEE sont en chômage technique... Certains en sont à leur septième semaine de grève. L'administration joue le pourrissement et veut éviter une extension du conflit. L'Etat patron donne une fois de plus l'exemple en refusant d'accorder un statut normal à ses agents.

● Astral : ça bouge !

Aux usines Astral de Montataire (Oise) et de Vitry-sur-Seine, les ouvriers, employés, ainsi qu'une large partie de la maîtrise, ont décidé d'arrêter le travail à la suite du dépôt d'un cahier de revendications et pour appuyer les délégués CFDT chargés de la négociation. Astral-peintures fait partie du groupe Akzo (Hollande) et emploie 1 500 personnes (700 à Montataire). Pas de bénéfice déclaré en 1975 (bien entendu...). Les contre-propositions de la direction, 3 % d'augmentation générale des salaires avec un plancher de 90 F, une prime de vacances de 200 F, ont été repoussées à une large majorité. La poursuite du mouvement avec occupation des deux usines du groupe a été décidée immédiatement. La solidarité s'organise.

métallurgie :

nouvelles classifications : déqualification

En 1968 les organisations syndicales CFDT et CGT contraignent le patronat à discuter d'un statut unique pour l'ensemble des métallurgistes avec une classification et un système de salaire uniques.

Sept ans après, en juillet 1975, en pleine période de crise, les patrons signent avec la CGC, FO, la CFTC, et la CFT un accord de classification sans lien avec les salaires et sans garantie de reclassement. Cet accord introduit la cotation de poste et ne reconnaît plus de fait la valeur, l'expérience du travailleur. Il entraîne dans toutes les entreprises une déqualification des travailleurs, et même par rapport aux exemples de correspondance entre ancienne et nouvelle grille donnés dans l'accord. Par cette déqualification, le patronat veut obliger le personnel à se battre pour un rattrapage de coefficient et non pour la contestation de l'ensemble de la grille.

Les irresponsables

Cet accord, signé par des irresponsables, introduit un grand nombre de disparités et de blocages : des OS auront une évolution de carrière possible de 30 points (140 à 170), alors que les ingénieurs (dans un accord séparé) ont une évolution possible de 495 points (305 à 800) et automatique de 305 points (205 à 510) ; des blocages existent aussi pour les professionnels qui ne pourront dépasser le coefficient 240, et pour les techniciens au coefficient 365 ; des sous-positionnements pour la recon-

naissance des examens précisent que les diplômes généraux ne sont pas reconnus, etc.

Les consignes de l'UIMM

L'UIMM précise dans ses consignes aux patrons « **que si la rémunération totale du salarié ne pourra subir aucune diminution de salaire... elle ne préjuge pas des conséquences salariales de tout autre événement affectant le contrat de travail, tel que, par exemple, une mutation en vue d'éviter à l'intéressé d'être compris dans un licenciement collectif.** » On ne peut être plus clair : on donne aux directions la consigne de licencier si des travailleurs refusent la déqualification.

Dans beaucoup d'entreprises, des luttes sont organisées pour empêcher la déqualification organisée par les directions et l'UIMM. Elles permettent d'annuler les effets néfastes immédiats de cet accord. Par contre, les organisations syndicales et les travailleurs n'ont pas pu étendre leurs luttes à la contestation globale pour un système de classification unique de l'OS à l'ingénieur, la liaison coefficient-salaire.

C'est une lutte de longue haleine que la CFDT et la CGT essayent d'étendre en demandant la négociation d'une convention collective nationale, valable pour l'ensemble des métallurgistes. C'est dans ce cadre que s'inscrira la journée nationale d'action du 17 mai. □

hôpital de Thuir : contre la privatisation

Les travailleurs du CHS de Thuir (Pyrénées-Orientales) en sont bientôt au deuxième mois de leur troisième conflit. Si l'histoire du centre est encore courte, les traditions de lutte de son personnel sont déjà bien établies. Ils se battent contre la fermeture de l'école d'infirmiers (es), l'arrêt des cours de pré-formation interne, la privatisation de plusieurs services (car pour les enfants, ambulances à 50 %), la tentative de restructuration (service de force) qui a échoué.

Face à des travailleurs qui entendent rester les meilleurs défenseurs du service public en refusant de cautionner n'importe quelle transformation et d'accepter tout licenciement, les « responsables » du centre, conduits par Gregory, ont dévoilé la nature réelle de leur conception du dialogue avec les travailleurs : l'utilisation de la répression.

L'arsenal répressif

Tout un arsenal a été employé : dépôt, de la part du directeur, de plaintes nominatives contre cinquante travailleurs, après la journée d'action et de grève du 9 mars ; dépôt de neuf autres plaintes à la suite d'une délégation de l'intersyndicale considérée comme une acte « illégal » (occupation de locaux !) ; plainte personnelle contre un militant syndical ; sanctions administratives contre des responsables syndicaux, pouvant aller de l'avertissement à la révocation, mais dont la nature et le nombre restent secrets ; menaces verbales de la direction et du sénateur-maire Gregory qui répand des propos d'autant plus fielleux qu'il a été « mal élu » président du Conseil général ; occupation répétée de locaux par des groupes de gendarmes ; intervention dans l'hôpital d'unités de CRS.

A cet arsenal juridique, policier et administratif, la direction ajoute les méthodes et les pressions les plus viles pour tenter de manipuler certains travailleurs du centre et les transformer en « jaunes » et briseurs de grève. Une motion, se déclarant hostile à la lutte, est parue dans la presse locale, mais ces jaunes ont préféré ne pas la signer nominale-

ment. Toujours est-il que la grande majorité des travailleurs du CHS sait que ces « fantômes courageux » sont, en tout état de cause, les plus mal placés pour donner des leçons de thérapeutique médicale aux travailleurs en lutte !

La meilleure défense : l'attaque

La répression a été fonction de la grande détermination des travailleurs du centre depuis deux mois. Elle n'a fait que renforcer la mobilisation de jour en jour, révélant par ailleurs de nouvelles contradictions dans le CHS (position des internes sur l'intervention des CRS). D'une part, les travailleurs n'ont pas abandonné leurs objectifs de lutte initiaux (non à la restructuration, pour une autre politique de la santé). Mais, dorénavant, ils se battent aussi contre les sanctions, en sachant que, s'ils gagnent sur ce terrain, ils gagneront sur les autres. D'autre part, ils ont défini des modalités d'action, visant à renforcer l'unité des travailleurs en lutte et l'unité intersyndicale : il s'agit de la grève reconductible et de l'assemblée générale quotidienne, qui détermine la riposte au jour le jour.

Les candidats de la gauche aux cantonales (PC-PS) n'ont pas répondu à la lettre ouverte des travailleurs du centre. Seules, la cellule d'entreprise du PC, la section d'entreprise du PSU, la section locale du PS à Thuir (pour des raisons internes), et la fédération catalane du PSU leur ont apporté leur soutien.

Mais la solidarité s'élargit chaque jour, de la part d'autres établissements de santé départementaux et nationaux, d'organisations syndicales et politiques. La popularisation du conflit commence à dépasser le cadre local, pour atteindre la presse et la radio nationale. Par ailleurs, la jonction avec les étudiants et les enseignants du centre universitaire de Perpignan, en lutte contre la rentabilisation capitaliste de l'école et pour le droit à l'emploi, crée les conditions d'une unité populaire réelle sur des bases anticapitalistes, préfigurant ainsi la volonté commune de construire demain une société au service des travailleurs et non du profit. □

psu documentation

Vient de paraître

N° 106-107 LE P S U Le Parti de l'Autogestion Socialiste F.4.00

Numéros disponibles

N° 22-23 Sur le mouvement politique de masse	2.00
N° 24-25 La police dans la lutte des classes	2.00
N° 26 Rosa Luxemburg	1.00
N° 27-28 La crise du système monétaire international	2.00
N° 51 Le recrutement	1.00
N° 52-53-54 Quand les patrons vont à l'école	3.00
N° 56-57 Sionisme et libération	4.00
N° 86-87-88 Le chômage sous-produit du capitalisme	6.00
N° 92-93 Une section du PSU à Paris	4.00
N° 94-95 Militer contre le militarisme N° 2	4.00
N° 96-97 Le syndicat de la magistrature	4.00
N° 98-99 Le syndicalisme à l'école	4.00
N° 100-101 1970 / 73 Les femmes dans l'unité populaire	4.00
N° 102 Comités de soldats, droit bourgeois et lutte de classes	2.00
N° 103-104-105 Electronucléaire et développement capitaliste	6.00

Abonnement : 20 N° F.30.00 A adresser à : EDITIONS SYROS
9 Rue Borromée - 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS

Bretagne : chronique d'une lutte oubliée

La grève de la faim est une forme de lutte rarement employée par des travailleurs. C'est celle qu'ont choisie quatre membres de la section CFDT du chantier naval de la Siccna à Saint-Malo pour faire aboutir la lutte que mènent depuis plus d'un an les travailleurs malouins pour : le réemploi de tout le personnel, le maintien des avantages acquis, la revalorisation des salaires et le refus du démantèlement de leur entreprise, sciemment programmé par le pouvoir et les notables locaux (dont le ministre Bourges qui avait promis en avril 1975 de sauver la Siccna en 48 h).

La Siccna est un chantier de constructions navales qui employait 450 travailleurs, et dont le bilan a été déposé le 17 mars 1975 (voir *Tribune Socialiste* n° 678) en raison de la restructuration du secteur à l'échelon national et des erreurs de gestion d'un patron de droit divin. Il s'agit d'un petit chantier, mais aussi de la plus grosse boîte malouine.

Toutes les manifestations, toutes les actions entreprises jusque-là par les travailleurs, ont échoué. La tactique du pouvoir est claire : laisser pourrir pour démobiler et permettre à Fournier, P-DG des Chantiers du Havre et candidat acquéreur, d'avoir la Siccna au meilleur prix. La stratégie du pouvoir est tout aussi claire : c'est le choix pour la région malouine (et pour la Bretagne entière) de la désindustrialisation, de la désertification, de la vocation « touristique » qui profite à une poignée d'hôteliers et de promoteurs. C'est aussi le choix des valets bretons du pouvoir central (ainsi Cointat à Fougères qui propose le démantèlement de Réhault).

Les quatre grévistes de la faim veulent par ailleurs attirer l'attention sur le sort des travailleurs et

de leurs familles, qui vivent depuis dix mois avec des allocations de chômage représentant 35 % de leur ancien salaire. Ce qu'ils souhaitent, c'est provoquer la solidarité agissante de tous les travailleurs. L'une des grandes déceptions de cette lutte aura été en effet le silence qui l'a entourée et l'absence réelle de soutien, alors que le conflit dure depuis treize mois (un record au moins au niveau de la Bretagne). Les quatre grévistes ont rappelé lors d'une conférence de presse, le 6 avril, leur détermination : « **C'est une grève illimitée. Nous sommes bien décidés à aller jusqu'au bout.** »

C'est la voie pacifique qui a, encore une fois, été choisie. Il est probable qu'on n'en restera pas toujours là et on parlait sérieusement dans les récentes AG de décrocher les fusils et d'acheter des cartouches. Jeudi 8 avril, le patron de choc Gourvenec recevait au Casino de St-Malo et autour d'un buffet campagnard notabilités et ministres pour fêter l'inauguration d'une liaison maritime trans-Manche, avec le soutien de Mourousi et de **Ouest-France**.

Le comité de soutien de St-Malo (CFDT, PSU, PS, UDB, API) appelle tous les travailleurs et leurs organisations à soutenir par tous les moyens les travailleurs de la Siccna, à populariser leur lutte, à adresser également messages et lettres de solidarité aux quatre camarades en grève de la faim.

Yannick Rouse - Jean-Paul Le Jaouen - Jean-Luc Delacroix - José Perez. A bord du *Magellan*, Quai Duguay-Trouin, 35400 Saint-Malo. N° de compte bancaire du comité de soutien : Crédit lyonnais St-Servan. 8045.00.715.P

Section PSU de St-Malo ■

Sonacotra : deux expulsions illégales

Le foyer Sonacotra de travailleurs immigrés situé 79, rue du Monument à Champigny, en grève depuis deux mois, a été cerné mercredi 7 avril, vers cinq heures du matin, par d'importantes forces de police, qui, profitant du sommeil des résidents, ont arrêté deux délégués des résidents, Tabar Ben Amar et José Ferreira.

Contrairement à la législation en vigueur, ils ont été immédiatement expulsés vers leur pays d'origine. Un troisième délégué, Antonio Baretto, qui assistait à l'assemblée générale des résidents, et était jeudi soir dans le

foyer, a pu de justesse échapper aux flics grâce à la protection de ses camarades et des membres du comité de soutien qui venait de se constituer (section du PSU, l'OCR, l'UL-CFDT de Champigny).

Une AG commune entre les résidents et le comité de soutien a décidé vendredi soir d'organiser une manifestation entre le foyer et la mairie de Champigny afin de demander une audience au maire pour obtenir l'appui de la municipalité communiste contre les interventions policières et les expulsions. Cette manifestation a eu lieu dès le lendemain et a ras-

semblé près de 200 personnes dont 150 travailleurs immigrés. Une délégation de quatre travailleurs immigrés, d'un membre du comité de soutien, de deux membres de la Ligue des droits de l'homme, d'un de l'UL-CFDT, du secrétaire de la section PSU de Champigny et de Michel Jousset de la DPR (district du Val-de-Marne) a été reçue par l'adjoint au maire. Ce dernier, après de nombreuses tergiversations, a enfin promis le soutien de la municipalité.

Cette action prouve le degré de combativité des travailleurs du foyer qui, après un petit moment

de découragement après l'action des forces de répression, ont retrouvé toute leur ardeur avec l'aide du comité de soutien. La répression doit cesser. Grâce à l'action unie des travailleurs du foyer et de la population campinoise, la lutte du foyer sera victorieuse. La DPN du PSU a demandé l'annulation de ces expulsions illégales et réaffirmé son soutien aux travailleurs mis sous résidence surveillée par la Sonacotra. Le PSU renouvelle ses propositions d'action unitaire. Il se met à la disposition du comité de coordination pour toute initiative allant dans ce sens.

Dassault : la grève, la fête

Depuis plus d'un mois, les travailleurs de toutes les usines Dassault sont en grève. Les détonateurs : la grille hiérarchique signée par le patronat de l'UIMM et les jaunes de la CGC et de FO sur les nouvelles classifications et l'institution par la direction d'une prime de 100 F à la tête du client, sans doute dans le cadre de la « revalorisation du travail manuel ».

Première étape de la lutte : le refus collectif des nouvelles classifications. Deuxième étape devant l'intransigeance de la direction : la décision dans toutes les usines de produire au niveau 0,001. Ce qui permet de bloquer la production tout en faisant perdre un minimum d'argent aux travailleurs. Mais ces actions collectives n'empêchent pas diverses manifestations. A la mi-mars fut organisée une montée en cars sur Paris des travailleurs de province. Une manifestation était prévue au siège de la société. Mais Dassault réussissait à désamorcer la manif en recevant les délégués CGT et CFDT. Au cours du meeting, une violente discussion avait lieu sur l'annulation de la manifestation. Les ouvriers obligeaient quand même les délégués à organiser une marche sur Vaucresson où

réside le P-DG. Là-bas, les grilles étaient enfoncées et les jardins occupés jusqu'au soir.

A partir de ce jour, la température montait dans les usines : à Bordeaux, arrêt de travail avec musique et tam-tam dans les ateliers ; à Toulouse, occupation de la mairie avec obligation au maire adjoint d'envoyer un télégramme au P-DG de Dassault ; à Paris, manifestation sur les Champs-Élysées des travailleurs de la région parisienne, au son des trompettes, des tambours, et même un cor de chasse.

La semaine dernière a eu lieu une occupation du siège à Vaucresson par les délégués et une cinquantaine de travailleurs représentant l'ensemble du personnel. A l'heure actuelle, des premiers résultats sont obtenus : 10 % d'augmentation pour l'année ; 100 F pour tous ; cinquième semaine de congés ; modification de la grille-atelier ; abandon de la pénalisation sur la prime annuelle pour cause d'absentéisme. Mais la grève continue. Production 0,001, arrêt de travail de cinq minutes tous les quarts d'heure avec jeux dans les ateliers. Malgré quelques bavures entre la CGT et la CFDT, le climat est assez extraordinaire et la combativité intacte.

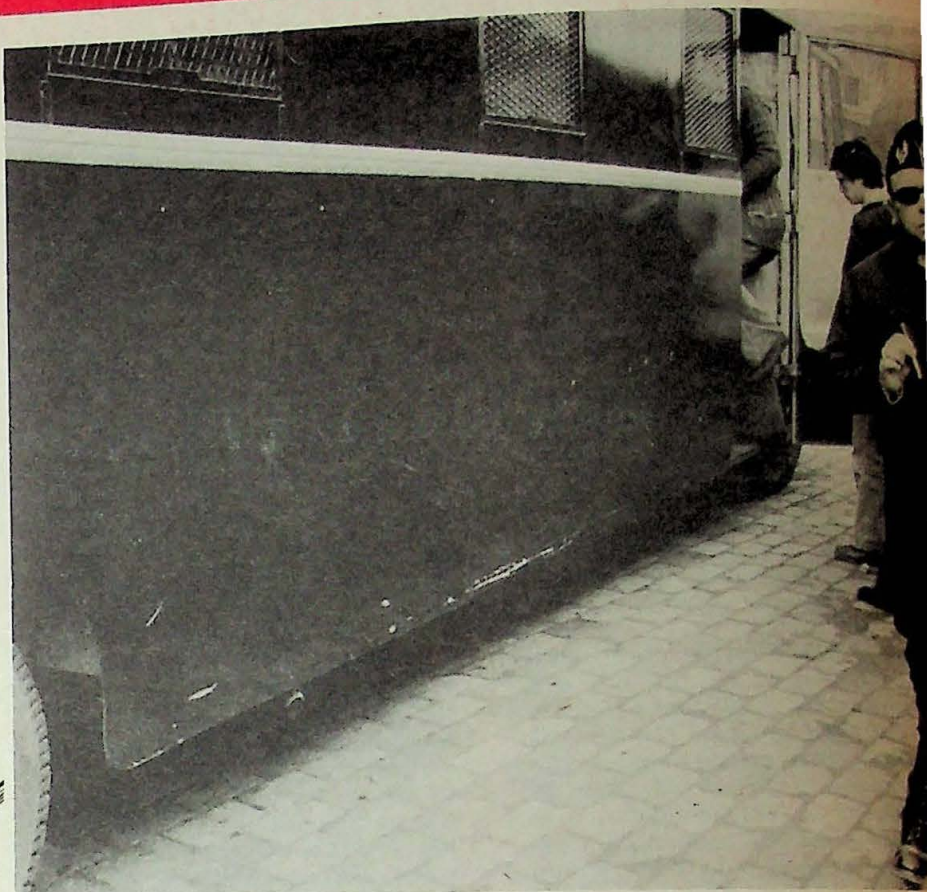
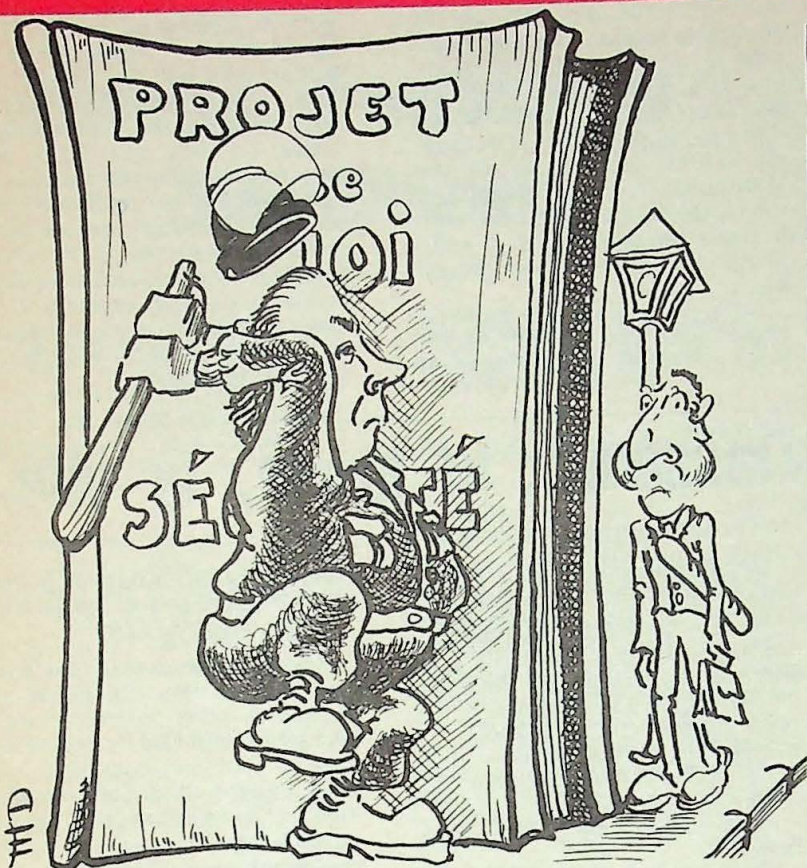
Librairie

Liste n° 7

● LIRE LE CAPITALISME sur le capitalisme mondial & la crise Beaud Bellon François. Editions Anthropos	35,00
● LA DEMOCRATIE INDUSTRIELLE Charles Levinson. Le Seuil	39,00
● LES TRAVAILLEURS FACE AU CAPITALISME Culture & Liberté. Le Seuil	12,00
● POUVOIR MILITAIRE & SOCIALISME AU PORTUGAL Pierre Naville. Editions Anthropos	27,00
Prix total réel	113,00

NOTRE PROPOSITION : F. 100,00 FRANCO

Adresser Commande & Règlement à : Editions Syros
9, rue Borromée 75015 Paris. C.C.P. 1970628 Paris



La sécurité des foyers ou celle de certains intérêts ?

A dauber sur les menaces qui pèsent sur nos libertés, on oublie qu'elles sont sur le point d'être assassinées.

Le conseil des ministres a adopté, le 7 avril, quatre projets de loi destinés officiellement à « renforcer les moyens d'assurer la sécurité des Français ». Désormais, la police aura le droit de fouiller les véhicules sans restriction légale particulière ; les peines frappant la détention, le port et le transport des armes seront sévèrement aggravées. Enfin, la notion d'association de malfaiteurs est étendue et les pouvoirs du juge de l'application des peines sont restreints.

Il reste au Parlement à enregistrer des textes qui marquent une nouvelle étape vers l'avènement d'un totalitarisme adapté à la formation sociale française actuelle.

Le fondement idéologique de la réforme est le concept de sécurité : né dès l'introduction de Giscard d'Estaing à l'Elysée, il n'a cessé de croître et embellir dans la bouche infatuée et musclée du prince Poniowski. L'analyse du ministre de la police est d'autant plus dangereuse qu'elle est simple et exploite habilement un sentiment d'inquiétude réel et latent d'une grande partie de la population. Le besoin de sécurité repose sur un désir légitime et inhérent à la nature de l'homme.

La sécurité, quelle sécurité ?

Encore convient-il de s'interroger sur le contenu exact de cette notion. La première question qui vient à l'esprit est la suivante : le besoin de sécurité est-il identique pour toutes les classes de la société ? La réponse est évidemment négative. Le salarié, par exemple, aspire fondamentalement à la sécurité de l'emploi, à la progression de son pouvoir d'achat. Il dispose, pour les satisfaire, d'un certain nombre de

moyens parmi lesquels la grève est le plus efficace. Pour le propriétaire de l'entreprise, la sécurité est celle de ses biens : à la limite, elle s'identifie aux bénéfices qu'il est susceptible de tirer de l'exploitation du travail de ses salariés. Et la grève s'oppose à sa propre sécurité. En d'autres termes, il n'y a pas une sécurité, mais des sécurités spécifiques aux différentes couches de la société.

Cela n'empêche pas (bien au contraire !) le gouvernement de classer la sécurité (au singulier) au rang des préoccupations fondamentales des Français. Toute l'astuce est d'arriver à masquer les causes réelles de l'insécurité (le chômage, la situation de crise économique), et de désigner les prétendus responsables de ce climat d'insécurité. La démonstration qu'essaie d'imposer le gouvernement est que l'insécurité, loin de résulter de la crise, est la conséquence des agissements de quelques « criminels violents de profit » (c'est ainsi que les appelle le garde des Sceaux), d'agitateurs bien organisés mais isolés, puis de la gauche tout en-

tière accusée « d'entretenir un climat de guerre civile sans armes » (Poniowski après les cantonales).

L'objectif fondamental des dirigeants actuels est évidemment de désigner des responsables aussi éloignés que possible du gouvernement et de la classe sociale qu'il représente. A cette fin, il manipule les statistiques pour démontrer la montée de la violence, de la petite délinquance (notamment celle des jeunes) et de la grande criminalité de profit.

Monsieur Poniowski nous a dit que « les crimes de sang » augmentaient. Une analyse en longue période montre au contraire que le nombre de condamnations pour homicides volontaires et de coups mortels est en régression depuis 1920 et qu'il est actuellement inférieur à 300 par an. Un Français risque huit fois moins d'être la victime d'un homicide que de mourir d'un accident du travail ou de la circulation. Les « hold-up » ont-ils tendance à augmenter ? Les Français ne savent pas qu'en 1971, les

vols commis par hold-up ont porté sur un montant total de 37 millions de francs, alors que l'Etat perdait dans le même temps 25 milliards de francs du fait de la fraude fiscale. On pourrait multiplier les exemples : démarche vaine qui ne montrerait que le caractère relatif des statistiques (troisième forme de mensonge) si n'était en jeu l'avenir même de nos libertés.

L'avenir même de nos libertés

En effet, si l'histoire contemporaine peut être ramenée pour une large part à ce qu'un connaisseur (pourtant libéral !), Roger Errera (1), appelle l'histoire de la technique du grignotage, l'avenir de nos libertés semble tenir davantage de la technique du supplément d'âme que du supplément de protection.

Tout Etat démocratique a été forcé, dit-on, à un moment de son histoire, de faire face à des crises exceptionnelles durant lesquelles il s'est avéré nécessaire de do-

Extraits de la proposition de loi n° 2080, intitulée « De la liberté », présentée par MM. Foyer, Labbé, Chnaud et Lejeune, actuellement discutée en commission à l'Assemblée nationale

Art. 21 : Ainsi qu'il est dit à l'article 2 de la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950, la mort ne peut être infligée à quiconque institutionnellement, sauf en exécution d'une sentence capitale prononcée par une juridiction au cas où l'infraction est punie de cette peine par la loi.

La mort n'est pas considérée comme infligée en violation de cet article dans les cas où elle résulterait d'un recours à la force rendu absolument nécessaire :

- a) pour assurer la défense de toute personne contre la violence illégale ;
- b) pour effectuer une arrestation régulière ou pour empêcher l'évasion d'une personne régulièrement détenue ;
- c) pour réprimer, conformément à la loi, une émeute ou une insurrection.

Art. 54, alinéa 4 : En dehors de son service, il (le fonctionnaire) est tenu d'éviter toute prise de position publique de nature à compromettre son indépendance ou à nuire à sa fonction.

que l'on assassine



de jour et de nuit, par exemple). La justice est rendue par des juridictions militaires ou d'exception, ce qui revient pratiquement au même.

Aujourd'hui, l'approfondissement de la crise de la société libérale impose au pouvoir de renforcer le régime des aggravations du droit des libertés et de leur conférer un caractère permanent, afin de perpétuer la domination des couches sociales qu'il représente. Depuis quelques années, les atteintes à certains droits ont été de plus en plus nombreuses et fréquentes.

En 1974 et 1975, plus de 10 000 délégués du personnel ont été victimes de licenciements ou de brimades diverses. De septembre 1974 à mars 1975, on a pu dénombrer 55 interventions de la police à force ouverte, 58 opérations de commandos dans neuf

libertés. Elles auront pratiquement disparu. Rien n'empêchera alors le gouvernement d'aller au bout d'une logique, autant implacable qu'indispensable, pour mettre la classe ouvrière au pas : retirer le droit d'association aux magistrats, imposer une obligation de réserve renforcée aux fonctionnaires, c'est-à-dire leur interdire toute action politique non seulement à l'occasion de leur fonction, mais en dehors, enfin restreindre encore davantage l'exercice du droit de grève.

Tout indique que des menaces très graves, d'autant plus graves qu'elles sont mal perçues par l'opinion, pèsent sur les quelques libertés qui nous restent. A cet égard, la démarche du PCF et du PS ne semble pas parfaitement adaptée à la gravité de la situation. Tous les deux ont élaboré des propositions de loi visant à créer de nouvelles libertés. En réalité,

Déclaration de Roger Cousin, secrétaire général du Syndicat national indépendant et professionnel des CRS après la fusillade de Montredon (Tribune libre dans Le Monde du 13 mars 1976) :

« Notre mission principale est d'assurer le maintien de l'ordre public tant que le gouvernement restera légitime et républicain.

« (...) Nous prenons conscience qu'en fait nous vivons tous dans une fausse sécurité, que nos institutions, nos libertés, bref la République, sont dangereusement menacées et puisque nous sommes les premières victimes, nous nous arrogeons le droit d'analyser froidement la conjoncture (...). Nous exigeons qu'à l'avenir nous disposions de toutes couvertures et de définition de conditions d'engagement véritablement adaptées à la situation » (sic !).

départements, dont 31 à la seule usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois (où la CFT est majoritaire).

L'enjeu des réformes entérinées par le gouvernement est clair. Il s'agit principalement de préparer la défense de la société libérale en légalisant, aujourd'hui, la pratique de certaines opérations administratives, dites « coups de poing » (visite des véhicules et extension de la notion d'association de malfaiteurs), en légitimant demain les vérifications d'identité (leur fondement légal est aujourd'hui exceptionnel et résulte d'un texte de Vichy), et en instaurant un véritable régime de libertés surveillées sous le couvert de la solidarité nationale.

Une logique implacable et indispensable

La proposition de loi « Chinaud-Foyer-Lejeune », relative à la « liberté », prévoit même d'autoriser le recours à la violence et au meurtre d'Etat pour réprimer une émeute ou une insurrection. Si ces différents projets sont votés par le Parlement, il ne sera plus utile de dauber sur les menaces qui pèsent sur nos

et plutôt que de prévoir des droits nouveaux, il s'agit principalement aujourd'hui d'imposer la suppression d'un certain nombre de textes, notamment ceux relatifs à l'état de siège, d'urgence et de menace, l'article 16 de la Constitution et les juridictions d'exception (Cour de sûreté de l'Etat et TPFA). Le caractère permanent de ces exceptions, ajouté aux menaces précédemment rappelées, font qu'il existe un arsenal répressif que les Français ont pu oublier, mais qui peut resservir à tout moment. L'information relative aux tentatives de démoralisation de l'armée, ouverte en novembre 1975 est là pour nous rappeler qu'il est illusoire de rajouter un étage à une maison en train de flamber. S'il est vrai, comme l'a déclaré Georges Marchais, que Poniowski est un homme dangereux, il convient de mettre en œuvre une riposte adaptée aux grandes manœuvres qu'il prépare pour empêcher la gauche d'occuper légalement le pouvoir en 1978. L'oublier, c'est préparer dès aujourd'hui notre défaite. Les penseurs du cabinet de Poniowski n'attendent pas la prochaine échéance électorale. La divulgation par le quotidien **Rouge** d'une étude visant à adapter l'état d'urgence à la « subversion moderne » (voir ci-contre) et les explications gênées qui ont suivi du ministre de la police, sont significatives à cet égard. On ne parle jamais tant des libertés que quand on est sur le point de les assassiner.

Michel ETIENNE

(1) Roger Errera: Les libertés à l'abandon — Seuil — troisième édition — collection politique.

PREPARATIFS DE GUERRE CIVILE

Rouge vient de publier un document éclairant. Poniowski n'a pas démenti : les dispositifs prévus en cas de « subversion interne » (lisez en cas de victoire de la gauche et surtout ce qui s'ensuivrait) ne devraient étonner personne. Au mouvement ouvrier de se préparer en conséquence.

OBJET : Insuffisance des textes applicables en période de crise.

En période de crise, l'état d'urgence et l'état de siège permettent tous deux au gouvernement de prendre des mesures hors du commun, afin de préserver le maintien de l'ordre public.

— Ces deux textes contiennent des insuffisances notables.

— Un projet de loi baptisé « état d'exception » avait été envisagé pour y remédier.

1 — LES INSUFFISANCES :

Elles proviennent du fait que les deux textes ont été conçus pour des situations bien précises (invasion étrangère pour l'état de siège ; problème algérien pour l'état d'urgence). Or les circonstances ne sont plus les mêmes, la menace étant plus diffuse et prenant l'aspect d'une subversion (...).

II — LES REMEDES

1) Présentation du système envisagé :

Sous le qualificatif « états d'exception », il s'agirait de grouper dans un même projet de lois de nouvelles dispositions concernant l'état d'urgence et l'état de siège.

Les principes directeurs de ces nouvelles dispositions seraient les suivants :

— L'état d'urgence serait renforcé.

— L'état de siège conférerait aux autorités militaires des pouvoirs au moins aussi étendus que ceux accordés aux autorités civiles dans le cadre de l'état d'urgence.

— Enfin l'interdiction, à la différence de l'assignation à résidence ne pourrait plus faire l'objet de recours gracieux devant une commission (...).

Il n'y aurait donc plus de distinction entre la subversion et l'insurrection interne et la menace extérieure (...).

— Les autorités militaires disposeraient de tous les pouvoirs qui sont conférés aux civils lorsque l'état d'urgence est proclamé (...).

L'état d'urgence renforcé permettrait d'établir :

— La censure postale, téléphonique, télégraphe, cinématographique...

— L'internement administratif, — La mutation ou la suspension de tout fonctionnaire ou agent de l'Etat dont l'activité s'avère dangereuse pour la sécurité publique.

d) Dispositions communes :

Une disposition particulièrement importante est celle qui ouvrirait le droit d'usage des armes aux personnels de police en uniforme et aux personnels des forces armées chargées de missions de police et de maintien de l'ordre (...).

ter l'Etat de pouvoirs exceptionnels. Si bien que l'arsenal de ce que les juristes appellent le régime des aggravations exceptionnelles du droit des libertés s'est notablement renforcé depuis un siècle. Il y a, d'abord, la notion d'état de siège qui répond, dès la Révolution de 1789, à la nécessité de riposter efficacement à l'investissement d'une partie du territoire par l'ennemi. D'origine législative et de caractère exceptionnel, l'état de siège a été étendu en 1849 à une catégorie d'ennemi particulière, dont se préoccupe aujourd'hui beaucoup l'armée : l'ennemi intérieur. Une loi de 1955 a inventé la notion d'état d'urgence, version de l'état de siège aménagée à une société « moderne ».

La Constitution de 1958 est allée encore plus loin en élaborant le fameux article 16. Enfin, une ordonnance de 1959 relative à l'organisation de la défense nationale a créé « l'état de menace ».

Ces différents régimes ont principalement pour effet d'accroître les pouvoirs du gouvernement. Le plus souvent, l'autorité militaire se substitue à l'autorité civile dans l'exercice des pouvoirs de police générale. Corrélativement, les garanties individuelles les plus élémentaires sont suspendues (perquisitions

Monsieur Foyer, rapporteur de la commission des libertés à l'Assemblée nationale (séance du 24 mars 1976) :

« Je remercie le doyen Vedel d'avoir bien voulu reconnaître les progrès accomplis sous la V^e République dans le domaine de la protection des libertés » (sic !). « Quant à la III^e République, on peut dire qu'elle fut un régime génial jusqu'en 1914 : elle faisait se quereller les Français sur des sujets sans importance et pendant ce temps, elle réussissait à constituer le second empire du monde, à faire alliance avec la Russie et à se réconcilier avec l'Angleterre... »

(NDLR : malheureusement pour le rapporteur, les temps ont bien changé).

Vers un syndicat étudiant anticapitaliste

Alice au pays des cervelles

Le communiqué de la CFDT à la coordination nationale étudiants d'Amiens a manifesté publiquement la reconnaissance du mouvement étudiant par une partie du mouvement ouvrier : la profondeur de ce mouvement, sa capacité de réflexion et de propositions (les cahiers de revendications comme base de la plate-forme revendicative des étudiants), et sa combativité viennent d'obtenir l'engagement à ses côtés des syndicats enseignants — engagement timide de la part du SNE-Sup, plus résolu de la part du SGEN qui a décidé une grève nationale pour cette semaine, grève reconductible — concrétisé par la manifestation unitaire étudiants-personnel des universités et enseignants, du jeudi 15.

C'est bien d'un courant syndical qu'il s'agit, car les étudiants ne se contentent plus d'un « non à la réforme » qui reviendrait à accepter l'Université telle qu'elle est. Dans la plupart des facs, les étudiants élaborent leurs propres revendications. C'est le caractère syndical et profond du mouvement que reconnaissent la CFDT et les syndicats enseignants. Un courant anticapitaliste car, face à une réforme qui met l'Université sous contrôle direct du patronat, un combat corporatiste n'est plus possible. L'ensemble des cahiers de revendications tend à prouver que d'autres types de formation, et d'autres relations emploi/formation, sont possibles. Dès aujourd'hui, les premiers jalons d'une alternative au système actuel peuvent être posés, si une liaison dynamique s'établit entre le mouvement étudiant et les forces populaires en lutte contre le régime capitaliste.

Des milliers d'étudiants cherchent à se donner une organisation de masse et de classe porteuse de cette orientation. L'efficacité de nos luttes dépend de notre capacité à faire circuler l'information (l'expérience de lutte d'une fac doit pouvoir être utilisée dans toutes les autres facs), à coordonner nos actions, à définir et à mettre en application une stratégie offensive face au pouvoir, à construire un projet éducatif. Seul un syndicat de masse peut assumer ces tâches.

Le MARC a joué un rôle décisif dans le développement de ce courant syndical anticapitaliste, aujourd'hui majoritaire dans le mouvement étudiant. Une nouvelle étape sera franchie, le 24 avril à la Sorbonne, lors du rassemblement national de luttes étudiantes. Il permettra à tous les étudiants qui ont conscience — et ils sont nombreux ! — de la nécessité d'une or-

ganisation de type syndicale, permanente, offensive, à option résolument anticapitaliste et non corporatiste, mais qui ne veut pas adhérer à une organisation préfabriquée, de prendre en charge eux-mêmes la création de leur syndicat.

Comment se déroulera ce rassemblement national ?

● Le matin, à partir de 10 heures, auront lieu des forums sur les thèmes suivants :

— Quelle stratégie syndicale ?

— Réforme du second cycle : comment continuer la lutte ?

— Le syndicalisme étudiant dans le monde ; les étudiants étrangers en France (avec des militants des syndicats étudiants latino-américains, allemands, autrichiens, danois, d'Afrique du Nord, d'Iran, de Grèce...)

— Les expériences de luttes : confrontations entre les différents modes d'action. En particulier, les formes de luttes nouvelles seront discutées (à partir de facs comme Amiens, Villeteuse, Tours, etc..)

● L'après-midi, à partir de 14 heures, des forums, discipline par discipline. Les étudiants refusent l'enseignement qu'on leur impose. Ces forums seront ouverts aux forces luttant à l'extérieur de l'Université, pour casser le ghetto universitaire. La remise en cause de leur rôle dans la société. Par exemple, on ne peut contester l'enseignement du droit, sans contester le rôle et le fonctionnement de la justice.

Il y aura donc les forums suivants :

— Droit : avec le Syndicat de la magistrature et le Mouvement d'action judiciaire.

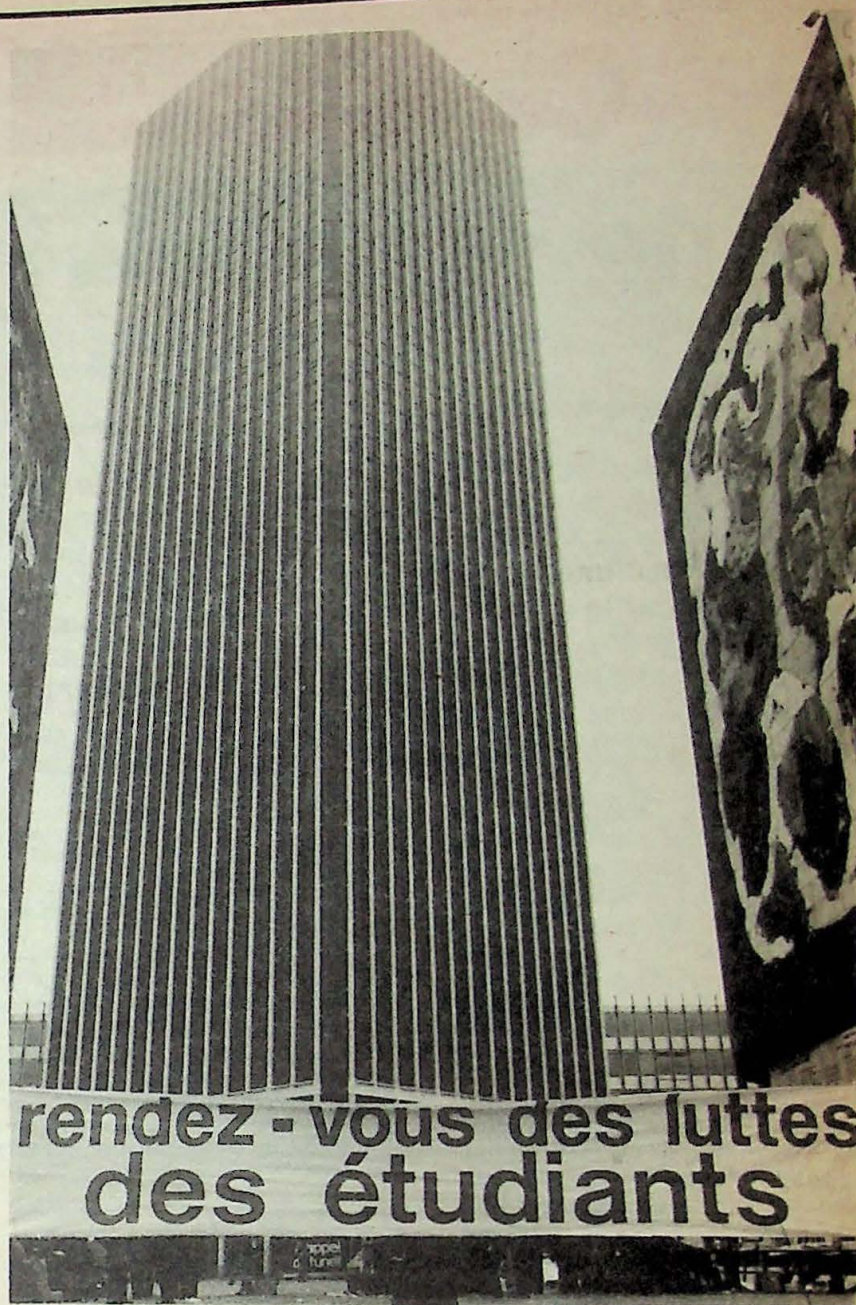
— Médecine : avec le Syndicat de la médecine générale, la revue *Quel Corps ?*

— Lettres : avec des critiques littéraires, et des associations de lutte sur l'enseignement du français.

— Sciences : avec la revue *Impatience* et M. Levy Leblond.

— Géographie : avec la revue *Hérodote* (débat à partir d'une carte universitaire de France et d'un roman : *Alice au pays des cervelles*).

— Histoire : avec le *Peuple Français*, le *Forum Histoire* et Chesnaux etc.



● A 16 h 30 : meeting central avec Antoine Bour (rédacteur en chef de *Luttes étudiantes*), J. Gattegno (du Bureau national du SGEN-CFDT), M. Rolant membre de la commission exécutive de la CFDT. Le soutien de la CFDT à l'initiative est un des garants de son succès.

● Le soir, comme le socialisme autogestionnaire n'est pas un projet

triste, il y aura une fête dans le grand Amphithéâtre de la Sorbonne avec J. Higelin, Lard Free et G. Servat. (1)

Et pendant tout le rassemblement, l'imagination au pouvoir : fanfares, stands de bouffe régionale, expos, etc., seront les bienvenus.

(1) Les billets d'entrée sont à demander au MARC, 97, rue de Belleville 75019 Paris.

jeunes délégués et vieux démons

Amiens. Les murs couverts de fresques, le drapeau rouge qui flotte, témoignent d'une mobilisation déjà ancienne. Les délégués arrivent petit à petit, discutent au soleil sur les pelouses, pendant que le contrôle des mandats se poursuit, laborieusement...

Cris, course dans un couloir, slogans : s'agit-il d'une charge de policiers ? C'est tout simplement des étudiants se réclamant de l'UNEF qui tentent, jugeant sans doute la procédure trop stricte, d'investir en force la coordination. Vers 19 heures enfin, les dernières délégations entrent, et c'est le président de l'université de Picardie qui ouvre la séance, apportant son soutien au mouvement des étudiants ; le SGEN, le SNE-Sup, quant à eux, font des propositions que la salle juge aussitôt avec vigueur : applaudissements, mais ponctués d'appels à la grève générale. Pour sa part, la CFDT devait déclarer œuvrer « à la mise en avant d'objectifs revendicatifs nécessaires à la convergence et à l'articulation entre les luttes des travailleurs et celles des enseignants et étudiants. »

Si tout le monde s'accorda sur la nécessité de cette convergence, d'aucuns se souciaient peu d'en prendre les moyens. C'est sans doute les raisons de la déception d'une partie des délégués d'Amiens : les vieux démons du mouvement étudiant avaient montré les dents, et obtenu le report de l'ordre du jour qui proposait de commencer les travaux à partir d'un compte rendu des cahiers de revendications élaborés à la base. De grandes marionnettes aux effigies d'Alice, de Ponia, de Giscard, de l'Étudiant, de l'Homme de la rue, étaient pourtant, au milieu de la nuit, venues souligner les enjeux de cette coordination : rompre l'isolement des étudiants et passer à l'offensive. Si, comme le dit la motion finale, le mouvement des étudiants a fait apparaître la nécessité « d'un mouvement de masse anticapitaliste à l'Université », il faut la doter d'une plate-forme revendicative. Telle sera la tâche de la coordination de Toulouse, samedi 17 avril.

Stefan LYLAN ■

CHINE

cette obscure clarté !...

Hormis pour les maoïstes dûment patentés, toujours capables de négocier avec adresse le dernier tournant de la politique chinoise, et de présenter une interprétation d'une clarté lumineuse sur sa signification — l'inévitable défaite de la nième clique antiparti favorable à la restauration du capitalisme —, l'analyse d'événements se déroulant en Chine est pour le moins difficile.

Le manque d'informations, l'absence d'autres explications que les commentaires officiels souvent tardifs, tout contraint l'observateur à un travail de décryptage qui, même s'il est minutieux, ne peut qu'être incomplet et souvent hasardeux. Par exemple, une des principales sources à laquelle il puisse se référer est la fréquence de l'apparition des différents responsables du PC et de l'Etat chinois : on conçoit aisément, outre le degré de frustration auquel le caractère même de ce type d'informations peut mener un marxiste, que la minceur de ces faits (surtout si on les rapproche de l'âge moyen et du degré d'invalidité des vénérables « grandes figures » du PCC) ne facilite pas l'analyse.

Mais finissons en avec ce « petit cours » de méthodologie sinologique (sic) en nous contentant de faire remarquer qu'il ne peut être question, pour le moment, de formuler autre chose que des observations limitées, afin d'en tirer quelques déductions prudentes.

L'existence de fortes tensions au sein de la direction du PCC ne date pas d'hier. Il est peu probable que le retour de Teng Hsiao-ping au premier plan, en 1973, ait contenté l'aile dite « radicale » du Bureau politique. Comme avant chaque crise grave au sein du régime chinois, la bataille s'est engagée sur un terrain secondaire, celui de l'Université, avec la campagne menée depuis plus d'un an contre Chou Yong-hsin, ministre de l'Education, accusé de vouloir en finir avec la ligne éducative de la Révolution culturelle pour des raisons d'efficacité. A travers le déroulement de cette campagne, on pouvait noter que la « gauche » du Bureau politique disposait du contrôle des moyens d'information centraux du parti, ainsi que d'une capacité de mobilisation dans les Universités, mais se heurtait à une forte résistance dans le parti et l'Etat, résistance privant son offensive de résultats concrets.

Les prémisses d'un proche élargissement du terrain de conflit surgissaient à l'automne 1975 ; alors que le rapport de Hua Kuo-feng à la Conférence nationale sur l'agriculture du début d'octobre avait eu essentiellement un caractè-

re économique et administratif, le discours du même Hua Kuo-feng sur le même sujet, le 15 octobre, n'était plus qu'une exaltation strictement orthodoxe du modèle Tachai. Ce fait semblait indiquer, à la fois, que le débat idéologique s'étendait au secteur de la production et qu'une fraction de l'appareil dirigeant, jusque-là étroitement liée à la politique de Chou En-laï et Teng Hsiao-ping, adaptait son attitude aux nouvelles conditions de ce débat, avec une souplesse d'ailleurs digne de Chou lui-même.

La mort de Chou En-laï (8 janvier), dirigeant tout-puissant et incontestable de son vivant, marquait, une fois terminée la période de deuil et d'éloges funèbres en usage, l'ouverture de la bataille au sein de la direction du parti. Dès la fin de janvier, le domaine de la recherche scientifique était atteint par l'offensive « antirévulsionniste ». La session du Comité central du début février révélait à la fois la rupture entre Teng et la « gauche » (le groupe de Changhaï : Wang Hong-wen, Chang Chun



Teng Hsiao-ping

chiao, Yao Wen-yuan, la femme de Mao : Chiang Ching), ainsi que l'équilibre de leurs forces au sein du Parlement du parti. La souplesse de Hua Kuo-feng se révélait payante, puisqu'elle lui permettait d'apparaître comme l'arbitre temporaire de la situation.

L'absence de solution « satisfaisante » dans l'instance délibératoire du parti a amené la « gauche » à reporter le conflit sur le terrain de la propagande et de la mobilisation de masse, grâce à l'influence dont elle dispose sur la presse du parti et dans l'Université, ainsi que dans certaines régions comme celle de Changhaï. Cette campagne a été difficile à mener, elle n'a que rarement dépassé son cadre géographique et social initial ; elle a dû, pour pouvoir porter ses fruits, s'appuyer sur l'intervention personnelle de Mao Tsé-toung, à travers non plus des citations, mais des écrits inédits et appropriés. Elle s'est visiblement heurtée non seulement à l'opposition des partisans de Teng, mais à la résistance de la majorité des cadres du parti, nationaux et surtout régionaux. Cette résistance exprimait le refus absolu de la « machine » du parti de toute opération pouvant déboucher sur un mouvement de masse analogue à la Révolution culturelle, et où l'insatisfaction populaire aurait pu se manifester, non pas contre le seul Teng Hsiao-ping, mais contre le parti et sa bureaucratie. C'est pourquoi Mao Tsé-toung, tout en abaissant le couperet idéologique sur Teng, a lancé des directives propres à canaliser, puis réduire, la mobilisation.

C'est également pourquoi les manifestations de protestation et de quasi-rebellion survenues à Pékin sur la place Tien An Men, sous le couvert commode de l'image de Chou En-laï et à l'instigation de Teng ou de ses partisans, ont conduit le Bureau politique à réagir aussi brutalement, à démettre Teng de toutes ses fonctions, le privant ainsi de ses moyens d'action et avertissant ses partisans des risques qu'ils encouraient en persévérant dans leur soutien actif à l'ex-vice Premier ministre. Une lutte publique entre factions du parti aurait pu permettre au mécontentement populaire, ouvrier surtout, de s'exprimer, de dépasser les objectifs initiaux des deux camps, et d'ébranler le parti tout entier. Aussi, hormis, pour des raisons évidentes, à Changhaï, la mobilisation populaire qui a suivi la destitution de Teng n'a eu qu'un caractère de parade officielle strictement contrôlé par les organismes du parti.

La « gauche » du Bureau politique n'a pas réussi à s'imposer. Elle a obtenu l'élimination de Teng, mais non celle de ses partisans ou

des éléments les plus « productivistes » de la direction du parti et de l'Etat, comme les vice-Premiers ministres Li Hsieu-nieu (ministre des Finances), Yi Tsieou-li (Plan) ou le ministre de l'Education. Elle a dû échanger cet acquis contre la direction suprême du parti et de l'Etat, concentrée entre les mains de Hua Kuo-feng. Elle apparaît comme victorieuse politiquement, ayant toujours en main l'appareil idéologique du parti, mais minoritaire face à l'appareil administratif, technique, militaire et policier du régime qui a su sacrifier le principal des siens, trop compromis par son passé, pour réserver sa position.

Encore faut-il noter que cette victoire n'a été acquise que par un coup de force du Bureau politique, court-circuitant le Comité central dont la session de février avait démontré qu'il n'était pas acquis d'avance aux adversaires de Teng. Encore faut-il observer que Teng, au contraire de Kao Kang, Lin Chao-chi et Lin Piao, n'est pas exclu du parti, sans doute pour ne pas heurter trop brutalement ses partisans et rendre plus facile leur ralliement à Hua Kuo-feng.

Mais pouvait-il en être autrement ? En dénonçant « l'embourgeoisement d'une partie des communistes et surtout d'une partie des cadres dirigeants », le fait que pour ceux-ci « adhérer au parti communiste et travailler pour le prolétariat n'est qu'un moyen d'obtenir pour la marchandise qu'ils sont un avantageux reclassement et pour se faire payer au prix fort par le prolétariat », en attendant le technocratie et l'esprit d'efficacité productiviste, les « radicaux » posaient des problèmes importants, mais ne pouvaient que se heurter à la grande masse des cadres du PC chinois et des fonctionnaires de l'Etat. Dès 1967, par leur participation à la liquidation de toute la génération des jeunes responsables issus de la Révolution culturelle, des vrais radicaux engagés, sous la pression des masses, dans le débordement du parti et de l'Etat, ils créaient les conditions de leur minoration ultérieure, à travers le processus de reconsolidation du parti menée par Chou En-laï et Teng Hsiao-ping.

La limitation de leur offensive dans le cadre du parti, leur conception du rôle dirigeant (et même tout-puissant) de ce parti par rapport aux masses, telle qu'elle s'exprime dans la nouvelle Constitution, tout cela a donné à leur conflit avec leurs adversaires un caractère de lutte de fractions, d'appareils, à l'intérieur de la Cité interdite qu'est devenu le PCC : une lutte peu compréhensible pour les masses, vraisemblablement sceptiques par ailleurs, en raison de leur situation économique quotidienne, à l'égard d'une idéologie hautement antimatérialiste et du principe de la permanence des conflits.

Le soutien qui leur a été apporté par Mao Tse-toung leur a permis de briser Teng Hsiao-ping. Il risque de leur faire défaut lors des prochaines batailles pour le pouvoir à l'intérieur du PCC. Mao n'est pas éternel. Les tendances bureaucratiques, elles, ont une fâcheuse tendance à l'être...

David ADRIEN ■



RFA : l'ordre social-démocrate

document

Le 31 mars, s'est tenu à Hanovre un colloque organisé par le PSU. Le caractère exceptionnel de cette réunion est dû à la présence de presque toutes les forces de gauche en RFA.

Ont participé au débat Wolfgang Krummbein pour les Jusos, Jürgen Seifert du Bureau socialiste (socialistes de gauche), Eckart Güldenbergh du DKP (communiste), Udo Rethwilm du GIM (groupe des marxistes internationalistes-trotskistes), Günther Klausen du KB (Alliance communiste-maoïste) et Günther Abitsch du SHB (syndicat étudiant proche du SPD).

Nous reproduisons ci-dessous l'essentiel de la discussion, centrée sur l'analyse du SPD au pouvoir.

TS : *Quelle est, selon vous, la nature de la social-démocratie allemande ? Le SPD est-il encore un parti ouvrier ?*

Wolfgang Krummbein : Historiquement, le SPD n'a jamais été capable d'initiatives propres, il est le jouet des tendances politiques du pays, et reflète par conséquent de l'intérieur le virage à droite qui s'exprime globalement en RFA. Si le SPD sert les intérêts de la bourgeoisie, il le fait dans la mesure où il occupe une position intermédiaire entre la classe ouvrière et le capital. D'autre part, il ne s'agit pas d'un parti bourgeois. Le SPD dispose encore d'une base extrêmement large dans les masses qui lui sont liées à travers les syndicats.

TS : *Pensez-vous que toute organisation capable de se faire élire par de larges secteurs du prolétariat compte parmi les « partis bourgeois ouvriers » ? En effet, cette définition incluerait nombre de partis de droite.*

Wolfgang Abitsch : Non, mais certains principes du mouvement ouvrier subsistent dans le programme du SPD.

Günther Klausen : Nous voyons les choses de façon trop sociologique. A ce compte, le NSDAP du troisième Reich faisait également parti du mouvement ouvrier. Le problème est politique. La nature d'une organisation est fonction de sa pratique dans les entreprises et dans les luttes où le SPD combat ouvertement les travailleurs.

Jürgen Seifert : Le concept de « parti démocrate » tel qu'il existe aux USA ne serait-il pas plus adé-

quat ? Reste à savoir comment ce parti arrive encore à se faire élire par les travailleurs. Cela tient sans doute à l'équilibre particulier entre l'appareil d'Etat et les syndicats. D'autre part, les dépenses sociales du budget sont passées de 29,5 % du produit national brut à 36 % entre 1969 et 1975. Voilà le secret. Quoi qu'il en soit, le SPD est tout au plus un parti bourgeois réformateur.

G.K. : Il est certain qu'une politique CDU-CSU signifierait l'érosion plus dure des libertés. Mais on ne peut présenter le SPD comme agissant à contre-cœur. Il suffit de voir son attitude à Hambourg, en Hesse, à Berlin-Ouest dans l'affaire des interdictions professionnelles ou son rôle dans la question portugaise.

Udo Rethwilm : Il me semble que la comparaison avec les démocrates américains ne marche pas. L'épisode Barzel (ancien leader CDU) a montré que les rapports entre classe ouvrière et social-démocratie varient selon la conjoncture politique. Le SPD ne peut aller vers une confrontation ouverte avec le prolétariat ; depuis 1966-1967, il a sauvé la face. En 1976, la marge d'activité du SPD est de plus en plus réduite, vu la crise ; même la politique démagogique des réformes apparentes n'a pu sauver Willy Brandt dont le départ a son origine dans les conflits syndicaux et non dans une simple affaire d'espionnage. Maintenant, il faut dénoncer la politique des Jusos qui donnent une garantie de gauche à la ligne du SPD. Les ouvriers conscients prennent leurs distances

vis-à-vis de la social-démocratie. Ce qui manque, c'est une alternative.

TS : *Pouvez-vous préciser le rôle des travailleurs dans l'appareil du SPD ?*

W.K. : Ils sont encore influents, quoique non représentatifs à l'échelon communal, mais disparaissent au fur et à mesure que l'on monte dans la hiérarchie.

J.S. : Il ne faut pas oublier que toute la structure syndicale est dominée de bas en haut par le SPD.

G.K. : Le SPD n'a plus de sections d'entreprises.

G.K. : La création de commissions d'entreprises au sein du SPD correspond à une manœuvre récupératrice pour intégrer les travailleurs les plus combattifs. Les articles d'incompatibilité qui interdisent toute activité parallèle dans les organisations révolutionnaires démontrent le caractère clairement collaborationniste du SPD et des syndicats. Les Jusos qui souhaitent l'unité d'action, par exemple avec le DKP, dans les entreprises se font exclure.

W.K. : C'est au contraire dans les entreprises que l'unité d'action est le mieux tolérée par la direction social-démocrate.

E.G. : Je n'ai pas besoin de signaler que nous recherchons l'unité d'action avec le SPD. Mais nous refusons de travailler avec les groupes maoïstes ou trotskistes. Seul le KB nous fait problème au DKP : notre appréciation sur lui a évolué, il est assez implanté dans les usines.

TS : *Donc, dans le cas du GIM ou du KBW (autre organisation maoïste), vous refusez des actions communes, même pour les listes d'opposition syndicales ?*

E.G. : Les listes d'opposition syndicales ne sont pas tout. Les gens qui les appuient peuvent fort bien voter CDU par la suite. Raccoler les travailleurs en se fondant sur un mécontentement diffus ne suffit pas. Quand 180 ouvriers sur 3 000 sont syndiqués, c'est la syndicalisation qui est la tâche prioritaire.

TS : *Quelle est la position des Jusos dans la question des listes d'opposition ?*

E.G. : Les Jusos n'existent pas réellement dans les entreprises. Par rapport au KB, le danger est que se produise une coupure entre les ouvriers les plus conscients et l'ensemble de la base, ce qui mènerait à une liquidation des luttes par les fonctionnaires. Nous risquons, à l'inverse, de nous isoler de cette avant-garde qui existe de fait.

G.K. : Mais, ponctuellement, le DKP soutient l'appareil syndical contre le KB.

TS (Aux Jusos) : *Vous êtes de facto une fraction organisée dans le SPD. Quelles sont les perspectives pour le travail dans les entreprises qui vous permettraient de faire avancer le parti ?*

W.K. : Sur ce point aussi, nous sommes divisés. Le problème des listes d'opposition ne se pose donc pas.

G.K. : Même dans les universités, vous n'essayez pas de contrer les fonctionnaires, comme l'a démontré l'action du 28 janvier 1976.

W.K. : Dans le cadre de l'Université, les Jusos sont pourtant ceux qui vont le plus loin dans les actions avec le DKP.

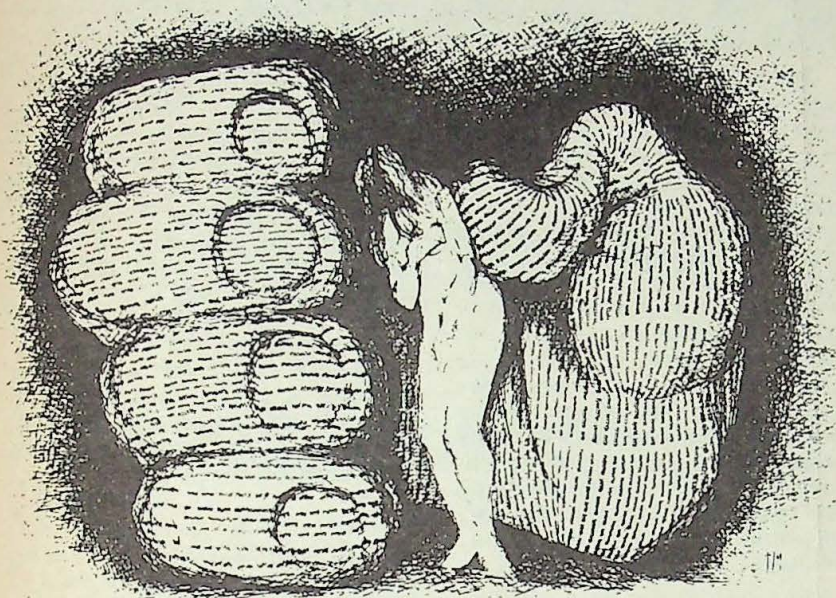
G.K. : Vous ne pouvez pas vous le permettre.

TS : *Pourquoi le Bureau socialiste ne se constitue-t-il pas en parti ?*

J.S. : Le SB s'est développé en proportion du recul de certaines organisations maoïstes (KPD et KPD-ML). Le recrutement politique y est extraordinairement variable, nous ne voulons pas être un parti multiforme incapable d'actions concrètes. Il y a déjà eu de nombreux essais dans le passé. Cela n'a rien donné. La création d'un parti doit correspondre à une nécessité politique, je ne crois pas que cela soit le cas aujourd'hui. Nous préférons de beaucoup consolider notre rôle qui est de coordonner les mouvements de lutte actuels.

Propos recueillis par
Michel LINKS □

K. Blum ou l'honneur perdu de la social-démocratie



Le ventre d'où est sortie la bête immonde est encore fécond, disait B. Brecht en désignant le nazisme. Le film de V. Schlöndorff et de M. Von Trotta est un impitoyable constat : plus de trente ans après, Katharina Blum perd son honneur et gagne sa liberté (en la perdant) en répondant par la violence à la violence supérieurement organisée de la société allemande.

Les deux cinéastes ont simplifié le roman de H. Böll (écrivain libéral qui a soutenu W. Brandt, obtenu le prix Nobel de littérature et qui est un peu un « Sartre humaniste » de la RFA), notamment en ce qui concerne la vie intime de K. Blum avec les autres protagonistes du drame. Réduisant volontairement leur propos, ils ont accru la force symbolique de l'affrontement entre l'héroïne et la classe dominante au pouvoir outre-Rhin. L'intrigue est d'une grande rigueur : Ludwig Gotten, qui a déserté de la Bundeswehr en emportant la caisse de la caserne, rencontre un beau soir de carnaval Katharina Blum, jeune servante, avec laquelle il a très vite une relation amoureuse d'une grande tendresse.

Le vrai sujet : la presse

On le voit, il s'agit là d'un stéréotype psychologique. Mais cette banalité de la narration sentimentale est enchassée dans un cadre politique. En effet, L. Gotten est filé par la police allemande, espérant qu'il la mènera à la découverte de tout un réseau anarchiste du type de la Fraction armée rouge. K. Blum héberge le jeune fuyard et est appréhendée, par une brigade « anti-gang » à l'allemande, pour ce simple fait. Dès lors, s'engage un combat inégal entre Katharina et une trilogie redoutable : la police, la justice et la presse. Ne pouvant rien prouver, justice et police laissent à la presse le soin de faire croire à l'appartenance de K. Blum à une « bande anarchiste » dirigée par Gotten.

Le vrai sujet du film est là : le rôle de la presse, pouvoir occulté par les organes officiels du pouvoir que sont police et justice. Schlöndorff et Von Trotta sont explicites : la po-

lice détient son mandat directement de Bonn pour arrêter les extrémistes de gauche. Ainsi l'instance gouvernementale social-démocrate est dénoncée clairement : c'est elle qui organise la chasse aux sorcières. Il ne s'agit ni d'une erreur regrettable ni d'une bavure due au hasard ; il s'agit d'une stratégie politique. Or cette police, pour qui la justice est un simple auxiliaire (rapport de forces entre commissaire et procureur bien mis en évidence), manipule et est elle-même manipulée par la presse. Et pas n'importe quelle presse : le *Bild Zeitung* (le journal dans le film). On a peine à imaginer, en France, le rôle de cet

organe, aux mains du groupe Springer : c'est *Le Parisien libéré* à la puissance décuplée, c'est le *Minutier* quotidien. C'est le Z qui organise la chasse à l'homme pour arrêter Gotten, c'est le Z qui traque la vie intime de Katharina à la manière d'un *France-dimanche*, qui salit son honneur et qui enfin « tue » sa mère sur un lit d'hôpital, en pleine réanimation. C'est le Z qui construit de toute pièce un scénario assimilant K. Blum à une hégérie anarchiste. C'est le Z qui alimente la police en informations, jouant le rôle d'un indic fort efficace. C'est le Z enfin qui dénonce le péril communiste qui menace la bourgeoisie et qui se cache, selon lui, derrière Gotten et Blum.

Envie de vomir

Or police, aux ordres de la social-démocratie, et presse, aux mains de réactionnaires du type Strauss, ont une relation organique. Mieux que toute dénonciation abstraite de la collaboration de classe, le film montre qu'une nouvelle classe dominante s'est constituée dans l'Allemagne de l'après-guerre et que son intérêt de classe est dans le maintien de l'Etat bourgeois par des voies autoritaires. Le film se situe peu dans le contexte économique (la condition de bonne de Katharina est trop faiblement évoquée), mais essentiellement au niveau des super structures : le système capitaliste, dans sa variante réformiste, a besoin d'un appareil répressif étatique pour maintenir sa domination sur ceux qui le contestent. L'anticommunisme viscéral devenu une psychologie de masse en RFA éclate dans les coups de téléphone orduriers et anonymes

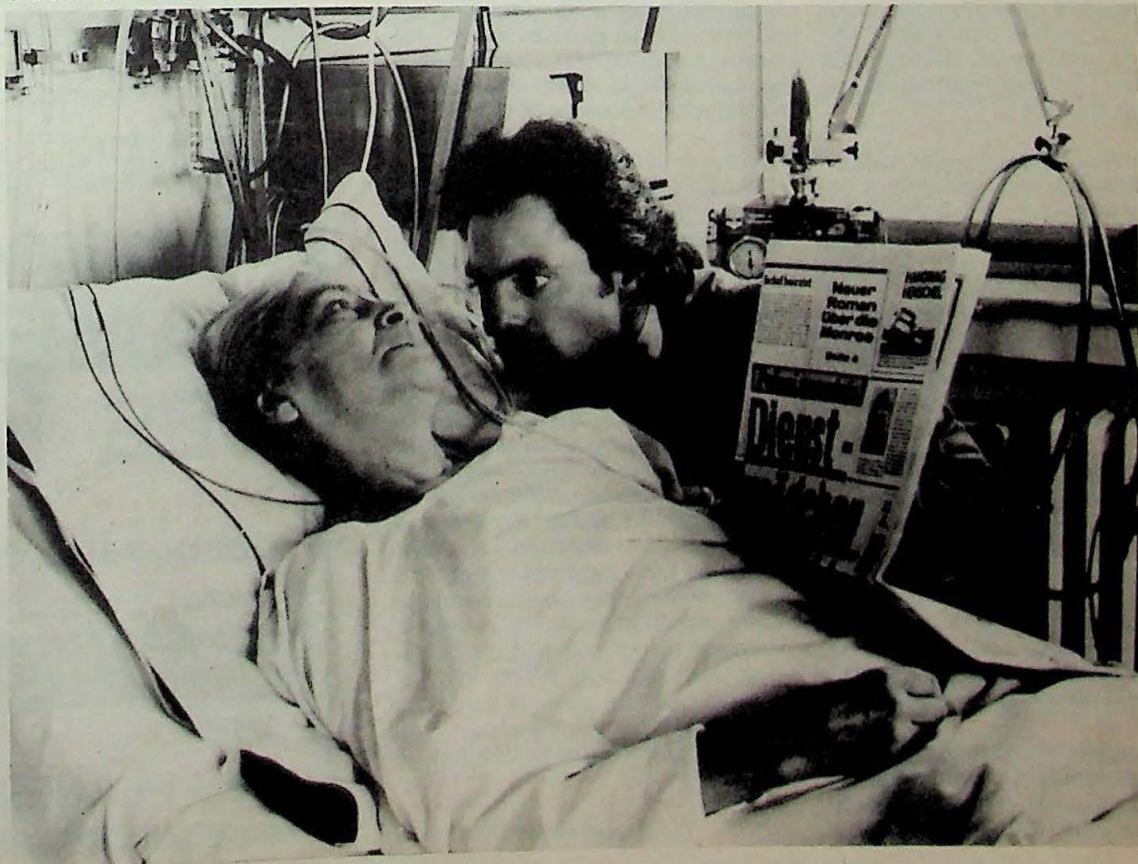
que reçoit Katharina, ou dans ces lettres où elle est l'objet de phantasmes qui témoignent d'une grande misère sexuelle et d'une incroyable hystérie politique la désignant comme une « pute à communistes ». Tout ceci donne envie de vomir, comme Katharina, sur cette société pourrie et sa presse infâme.

C'est un film violent sur la violence de la bourgeoisie. Dès lors, Katharina prend conscience que, seule, la violence est une riposte et sa seule façon d'affirmer sa liberté d'individu. Elle, qui était intégrée au système, se révolte et tue Tötges, le journaliste ignoble du Z. L'épilogue où est exaltée la société libérale apparaît comme une farce sinistre. Le discours du directeur du Z sur la liberté de la presse n'est que le masque hideux d'un fascisme rampant. Le journal, véhicule d'un discours totalitaire (« Qui attaque le journal nous attaque tous ») est le support d'une nouvelle dictature sans fard.

L'interprétation puissante de Angela Winkler dans le rôle de K. Blum n'est pas sans rappeler celle de M. Speer dans *Scènes de chasse en Bavière*. De ces films de désespoir lucide, nous vient une espérance : un nouveau cinéma allemand existe. Avec Kluge, Herzog, Fassbinder et Wenders, une génération de jeunes cinéastes tend un miroir sans complaisance à leurs concitoyens. Une seule question nous inquiète : où donc est passée la riposte ouvrière et pourquoi ne pas la montrer ? A propos, une dernière question : que vaut encore l'honneur de la social-démocratie, Herr Schmidt ?

Alain CHATAIGNIER ■

Une envie de vomir sur cette société pourrie et cette presse infâme.



comment ça se passe

67 SOLDATS AU TROU

C'est maintenant de notoriété publique : le ministère de l'Intérieur, la Sécurité militaire et les renseignements généraux, n'ont pas réussi à briser le mouvement des soldats. En quinze jours, c'est, à notre connaissance, au moins sept nouveaux bulletins de caserne qui ont été édités, tandis que les plus anciens continuaient à paraître.

L'enquête devant la Cour de sûreté de l'Etat semble sommeiller. Les dossiers vides n'ont pas pu se remplir, alors le pouvoir s'oriente dans d'autres voies.

Le juge Gallut vient d'ouvrir une enquête particulière sur les mouvements de soutien aux soldats : IDS, CDA, et CAM. Objet de la recherche : impliquer des organisations politiques.

Surtout, on s'attaque aux soldats dans les casernes.

Dans un « Dossier noir » publié la semaine dernière, le Comité national pour la libération des soldats et militants emprisonnés rend public le résultat d'une première enquête : 67 soldats sont en ce moment aux arrêts de rigueur, pour 20, 30, 60 et même 120 jours.

Ces arrestations et les interrogatoires sont de véritables « garde à vue » (très) prolongées dont les rapports avec l'enquête devant la Cour de sûreté de l'Etat sont évidents.

Une campagne nationale s'organise, qui prendra selon les villes des formes différentes : diffusion massive du « Dossier noir » (1) ; formation de commissions d'enquêtes dans les villes où des soldats ont été arrêtés ; meetings et manifestations.

La bataille pour les droits des soldats est loin d'être terminée. Les perspectives politiques pour le proche avenir ne peuvent que renforcer notre détermination.

M.N. ■

(1) Commandes au secrétariat du comité : *Politique-Hebdo*, 14-16 rue des Petits-Hôtels, 75010 - Paris, ou directement au PSU, 9, rue Borromée 75015 - Paris - 2 F l'unité.

visite au 12^e RA

Après la diffusion du numéro deux de *Pas de quartier*, journal du comité de soldats du 12^e RA de Strasbourg, la hiérarchie militaire a cette fois sérieusement paniqué. Quelques jours avant l'arrivée d'une délégation de parlementaires, la sortie d'un journal contenant une « lettre ouverte à un parlementaire membre de la commission Défense nationale » risquait de provoquer des remous tant chez les parlementaires que chez les appelés !

On a donc mis le paquet. La Sécurité militaire est descendue en hâte de Mulhouse et de Paris. Interrogatoires massifs, menaces (deux soldats, Enaf et Chambon, déjà mutés de Thionville et Sedan parce que suspectés d'appartenir à des comités de soldats, ont été à nouveau mutés arbitrairement sans preuves sur la base de simples présomptions).

Le comportement de la Sécurité militaire est tellement « bovin » qu'elle devient le sujet de conversation et de risée favori des soldats. Certains sont soupçonnés pour les motifs les plus bidons : « Avoir eu l'air heureux lors de la sortie du premier tract », etc. Mais, à ce compte-là, c'est toute la caserne qu'on devrait mettre au trou !

Ces messieurs de la Sécurité militaire craignaient une manifestation le jour de la venue des parlementaires. On avait fait mettre tout

le monde en treillis satin (c'est plus esthétique). Les cuistots étaient de blanc vêtus, une des deux salles de l'ordinaire avait été repeinte (l'autre n'était pas prévue pour la visite), les panneaux d'affichage se sont miraculeusement remplis « d'informations sur les commissions, les clubs »... Une caserne modèle quoi ! Les contacts directs entre parlementaires et bidasses ont été des plus réduits et toujours sous la surveillance du lieutenant-colonel Longueval, commandant du régiment.

Tous les interrogatoires avec emploi de méthodes psychologiques dignes de la Gestapo (longues attentes, passage d'un interlocuteur menaçant à un interlocuteur « compréhensif », puis à nouveau menaces, etc), tout ça n'a rien donné.

Ceci constitue au contraire une expérience supplémentaire pour l'ensemble des soldats, expérience de l'arbitraire, de l'imbécillité de la hiérarchie militaire et de la « justice » du même nom. La « discipline de fer » que nous a promis Longueval ne fera que renforcer la combativité des soldats ; c'est un mauvais calcul que de croire la répression susceptible de venir à bout du comité et de la combativité, c'est au contraire sur son terrain que les luttes se développeront !

Le comité de soldats ■

Porte ouverte au 22^e RIMA

« Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil ». Tel pourrait être le nom donné à cette journée « portes ouvertes ».

Oui aujourd'hui tout est beau, propre, net. Cela n'a rien d'étonnant. Nous avons nettoyé les chambres à fond dernièrement. Les lits, les armoires ont été repeints dans presque toutes les compagnies, il y a moins de quinze jours. Les carreaux manquants ont été remplacés. Les blocs hygiène ont été entretenus et ont même eu la visite de plombiers. Les douches et les chaudières ont été arrangées. Nous avons des douches ; mais pendant dix jours nous avons été laissés sans moyens de nous laver correctement. Même aujourd'hui le repas est amélioré (de tels repas ne nous sont proposés que pour les grandes occasions : 14-Juillet, 11-Novembre...).

Aujourd'hui tout le monde est gentil. Appelés et engagés sont sur le même pied d'égalité. Mais ceux qui, aujourd'hui, sont sympathiques et parlent en bien de nous, sont ceux qui, hier, nous ont punis, sanctionnés, brimés. Demain la caserne reprendra son rythme de vie de tous les jours. Mais, quelle est donc la vie au 22^e RIMA pour un appelé ?

Tous les jours, la hiérarchie nous bourre le crâne (nous « éduque » disent-ils) avec les principes et la rigidité anachroniques d'une vie

militaire dépassée, pour essayer de nous faire oublier ce que nous sommes, des travailleurs sous l'uniforme. Tous les jours, ce sont les brimades, vexations, punitions dans le seul but de nous faire « marcher droit ». Tous les jours, ce sont des conditions de vie déplorables (bouffe immangeable, manque d'hygiène, treillis de garde dégueulasse, cas de gale...). Tous les jours c'est le développement des instincts les plus bas : racisme, égoïsme, agressivité, ivresse, culte de la virilité, supériorité de l'homme sur la femme... Tous les jours, pour nombre d'entre nous, c'est la question de savoir ce que l'on va faire après l'armée, si l'on va trouver un boulot...

Passer un an au 22^e RIMA n'a rien de réconfortant. Aussi n'est-il pas rare qu'aux incorporations il y ait des tentatives de suicide (près d'une dizaine connues ces dernières années).

Avoir 20 ans au 22^e RIMA n'est pas pour réjouir l'appelé ; permissions rares et de trop courte durée, discipline, brimades encore plus nombreuses qu'ailleurs, crapahutage dans le but, non de nous former à la vie militaire, mais afin de nous éviter de trop réfléchir, manœuvres parfois dangereuses, souvent épuisantes tant physiquement que moralement.

Le comité de soldats ■

un militant inculpé

François de Chanterac (militant PSU, candidat aux cantonales dans le Tarn) est inculpé d'injure à l'armée et de tentative de démoralisation de l'armée par le tribunal de grande instance d'Albi.

Il s'est fait prendre au mois de janvier en train de distribuer un tract signé par le « comité contre la répression dans l'armée soutenu par le PSU et la CFDT », lors d'une journée « portes ouvertes » dans la caserne du RIMA d'Albi. Il était accompagné de six autres

militants (PSU, Lutte occitane), qui s'étaient faits arrêter en même temps que lui, mais devant la caserne.

Pour l'instant, il est le seul inculpé. Il a été convoqué jeudi par le juge d'instruction. Il est défendu par maître Etelin de Toulouse.

Nous avons décidé avec lui d'attendre cette première convocation avant d'entamer la campagne. De toute façon, il pourra disposer à Gaillac d'une solidarité active.

ETATS-UNIS
bicentenaire mais...
**L'AMERIQUE
DES LUTTES ?...**

avec

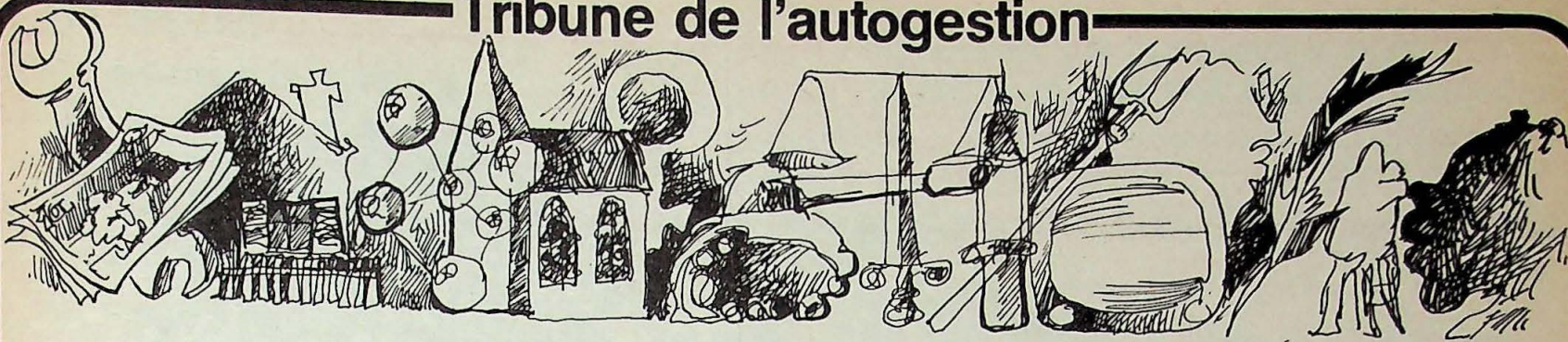
découverte et culture, loisirs

4 rue d'Aligre - 75012 PARIS

ça se fête en juillet ou en août

VITE !

LES PLACES SONT COMPTEES



L'autogestion: une utopie réaliste

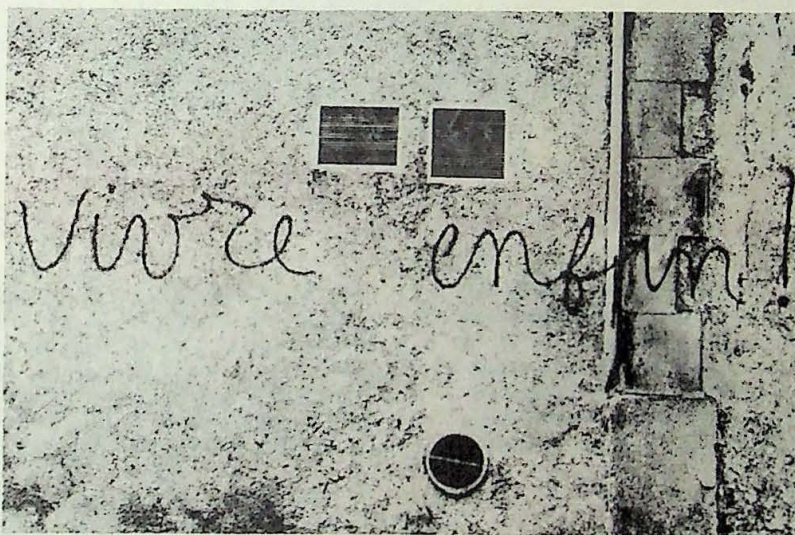
Utopie. Autogestion. Une telle association peut sembler bien provocatrice... surtout à quelques mois des états généraux !

□ Mais cette sensation découle d'une conception erronée, totalement négative, de l'utopie. Il importe en effet de discerner entre les **utopies régressives** — nécessairement infécondes puisque tournées vers l'arrière, et un arrière plus souvent mythique qu'historique (mythes du retour à un âge d'or originaire, à une pureté première de la race et de l'existence... voir la mythologie nazie) — ou « folles » — détachées de toute base réelle, simples fantaisies d'une imagination non maîtrisée, et les **utopies fécondes** : expression de besoins et de préoccupations réelles, elles sont libératrices et créatrices de vérités futures, de sens à venir. Il en fut ainsi, par exemple, des colonies égalitaires organisées selon le principe de la communauté des biens, imaginées et expérimentées par un Fourier en France, un Owen en Angleterre (les conceptions d'Owen dans le domaine de l'organisation du travail éblouirent Marx et Engels), les squatters aux Etats-Unis... ceci au moment où le capitalisme est le plus grossièrement inhumain et où la classe ouvrière n'a pas encore acquis la conscience d'elle-même (1). Il en sera de même pour les perspectives, d'un réalisme fou, qu'offrent certains moyens technologiques et scientifiques, dans une société où le pouvoir aurait changé de mains... Du point de vue, par exemple, des conditions de travail et de l'exercice de la démocratie (avec les télécommunications, les possibilités de suivre directement les débats du gouvernement, des partis, des conseils populaires, etc.).

L'utopie n'est d'aucune manière contraire à la science et à la critique : elle en est bien plutôt, à certaines étapes décisives, le moteur ou la sève. L'utopie, c'est alors l'intuition, le pressentiment lucide du changement, du sens des transformations qui viennent.

Le fameux « mais c'est utopique ! » des soi-disant réalistes n'est pas un argument à l'encontre d'une expérience ou d'une théorie. Car ce qui apparaît utopique, invraisemblable, irréalisable en fonction de certaines limites historiques (degré de développement des richesses

matérielles et des moyens techniques, état des connaissances et des mentalités) peut devenir plausible, vérité concrète ou théorique ouvrant la voie à une utopie plus grande encore : de la découverte de l'Amérique à celle de l'électricité et de l'infiniment petit ; des flots-



modèles du socialisme à la Fourier, Saint-Simon ou Owen, à la théorie de la prise du pouvoir total (marxisme) par la classe la plus exploitée.

Sans alchimie, pas de chimie scientifique. Sans sorcellerie, pas de médecine moderne. Sans littérature, ce lieu de fiction où toutes les « utopies » sont permises (de l'épopée au roman de chevalerie puis au roman bourgeois), pas de récit historique, pas de science de l'histoire.

Sans les utopies sociales du « siècle des Lumières » et de la Révolution de 1789, pas de socialisme. Sans « socialisme utopique », pas de « socialisme scientifique », pas de marxisme.

Et une théorie scientifique qui n'a pas d'application pratique immédiate n'est pas invalidée pour autant. Il se peut qu'elle trouve plus tard cette application, en fonction de nouveaux moyens et

de nouvelles nécessités. Il se peut aussi qu'elle n'en trouve jamais. Mais l'essentiel reste ce qu'elle a impliqué, pour la pensée, de mutation et de « resituaage », d'incitation à de nouvelles hypothèses, à de nouvelles « utopies ».

Il y a des percées dans l'histoire — dans l'histoire des luttes sociales comme dans l'histoire de la pensée — dont les conséquences, si elles ne se mesurent pas en termes de résultats quantitatifs et immédiats

en Italie, intrigant et alimentent la pensée de Gramsci... jusqu'à la Hongrie de 1956, jusqu'au « Printemps de Prague » et au Mai-68 français... jusqu'à Lip... jusqu'au Portugal de 1974 avec ses commissions de travailleurs et d'habitants.

Même si le terme est récent, et aussi spontanées, partielles, isolées qu'en apparaissent ses premières formes, est-ce que l'autogestion n'est pas comme l'**utopie permanente** et **moteur du mouvement ouvrier** dans ses moments charnières, l'**utopie la plus probable**, et sans doute la seule possible, pour le socialisme ?

Les bien pauvres « utopies », réformistes ou stalinienne, qui prétendent concilier « la chèvre et le chou », la dictature du parti et de l'Etat avec le pouvoir des travailleurs, pêcheraient plutôt par un manque absolu de hardiesse utopiste les rendant incapables à reproduire autre chose qu'une société bourgeoise aménagée ou caricaturée...

Victor Fay a raison lorsqu'il écrit (2) : « L'idée de l'autogestion hante depuis longtemps les travailleurs, c'est un projet qui remonte des profondeurs de la conscience populaire chaque fois que les masses se mettent en mouvement, que d'objet de l'histoire elles tendent à en devenir le sujet. Elles incorporent dans ce projet grandiose une part de rêve ; il importe donc d'en dégager ce qu'il y a de rationnel de ce qui ressort de l'imaginaire. » Ou d'intégrer cet imaginaire dans une vision rationnelle ?

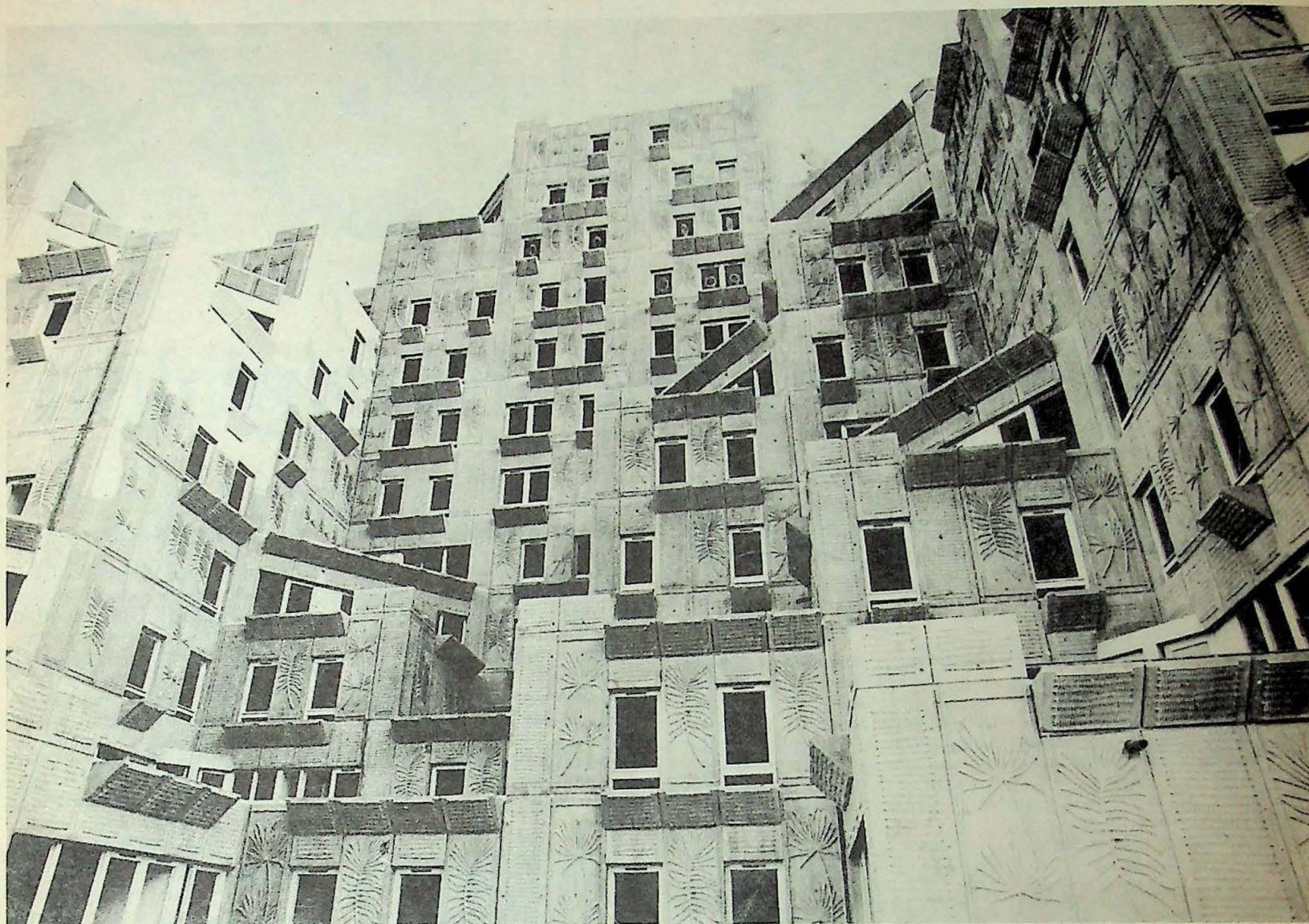
L'« utopie » de l'autogestion, c'est l'utopie de la liberté lorsqu'elle prend conscience de tous ses moyens... et du socialisme du même coup. La bureaucratie, c'est l'interdiction de l'utopie, puisque l'utopie est question toujours ouverte, mise en péril des certitudes, désir renouvelé, impossible arrêt.

Marion LAY ■

(1) Dans cette perspective, lire les deux recueils de textes parus chez Maspero — Marx — Engels : « les utopistes » et « Utopisme et communauté de l'avenir ». En vente à la librairie SYROS.

(2) Critique socialiste n° 9-10 : « Quelques expériences d'autogestion. » (Commande à SYROS)

Il y aura les soviets russes de 1917, les conseils ouvriers de la révolution spartakiste dans l'Allemagne de Rosa Luxemburg, ceux qui,



des architectes-artisans

On a beaucoup parlé cette semaine à l'Assemblée nationale de « participation » à l'occasion du débat sur le projet Galley réformant l'urbanisme. Plus important sans doute est le groupement Mars 76 (1) qui réunit aujourd'hui une centaine d'architectes, posant concrètement le problème de l'intervention de la population dans l'élaboration des plans d'urbanisme, des programmes de logement et d'équipement. TS a interrogé à ce sujet Jean-François Verdière, membre de Mars 76, militant PSU.

TS : Pourquoi Mars 76 ?

Jean-François Verdière : Mars 76 est à l'origine un groupement de jeunes architectes, lauréats des concours lancés par le ministère de l'Équipement et les Villes nouvelles. Ils travaillent en équipes de deux à sept ou huit, se débattent dans des difficultés financières énormes et font le maximum de choses par eux-mêmes. Ils ne se définissent pas, la plupart du temps, par des théories politiques, bien que certains soient des militants, mais plutôt par une pratique commune. Bon nombre se reconnaissent dans le qualificatif d'architectes-artisans.

TS : Ce genre de pratique n'est-elle pas condamnée par la concentration de plus en plus importante des cabinets d'architectes ?

J.-F.V. : Si nous sommes condamnés, ce n'est pas tant par la taille des groupes que parce que nous refusons de nous insérer sagement dans la division capitaliste du travail. En effet, le système a besoin de nous d'une certaine façon : il nous a sélectionnés. Il veut avoir, d'un côté, des urbanistes technocrates travaillant dans des administrations et n'ayant que la possibilité de rationaliser un peu le développement anarchique de nos villes, et, de l'autre côté, des décorateurs urbains qui apportent toujours des idées nouvelles et dessinent des façades-enveloppes comme d'autres dessinent de nouveaux emballages pour vendre des produits dont la qualité baisse et les prix augmentent.

Ces modistes du domaine bâti ne sont intéressants pour le système que dans la mesure où ils restent « dans le vent ». C'est pourquoi il n'a pas intérêt à les intégrer dans les structures des trusts du bâtiment. La preuve en est que l'on a vu, ces derniers temps, de très grosses entreprises rejeter des architectes-notables avec lesquels elles avaient l'habitude de travailler, pour aller chercher des jeunes, quitte à mettre trois ou quatre agences en concurrence et faire équipe avec la plus rentable.

Former des groupements assimilables à des coopératives n'est pas une fin en soi. Mais actuellement, en l'absence d'agences publiques d'architecture et d'urbanisme, des groupes comme Mars 76 me semblent les seuls capables de produire une architecture qui puisse correspondre aux aspirations des utilisateurs. En Angleterre où les trois quarts des constructions sont conçues par des agences publiques, le niveau de l'architecture est bien moins mauvais qu'en France.

TS : En attendant que les rapports de production aient changé, comment comptez-vous vous en sortir ?

J.-F.V. : En nous appuyant sur les utilisateurs. Nous faisons appel à eux à travers les comités de quartier, les usagers des transports, les mouvements de consommateurs, les APF, etc. Nous leur demandons de faire pression sur les municipalités pour que les plans d'occupation des sols (POS) soient révisés, réétudiés non pas avec un simulacre de participation, mais de telle sorte que les techniciens ne soient plus que des animateurs et des metteurs en forme du compromis qui aura été accepté par les groupes de population concernés, qui ont souvent des intérêts contradictoires. Ces propositions ne sont nullement utopiques : des municipalités communistes en Italie (Bologne, Pavie), deux ou trois communes françaises (Juvisy, Redon), les ont déjà mises en œuvre.

Nous demandons d'autre part que les futurs habitants d'un ensemble de logements, ou les futurs utilisateurs d'un équipement, soient associés à sa programmation. Les usagers sont en droit de réclamer des logements qui soient la traduction spatiale de leur mode de vie, de leurs pratiques sociales, de leur classe d'âge, du site du bâti existant, du climat, etc. Et non pas des habitations faites à partir de plans stéréotypés et sur lesquelles on est venu plaquer des façades « modernes », régionalistes ou rétro.

Tous les professionnels, les étudiants en architecture et en urbanisme, qui partagent le sens de notre démarche, seront les bienvenus parmi nous. Nous nous engageons aussi à faire notre possible pour apporter notre soutien aux comités d'usagers qui nous solliciteront, y compris par des contre-propositions.

Propos recueillis par Michel CAMOIS ■

(1) Mouvement Mars 76 : 20, rue Charles-Baudelaire, 75012 Paris. Tél. : 628.86.13 - 272.28.93.